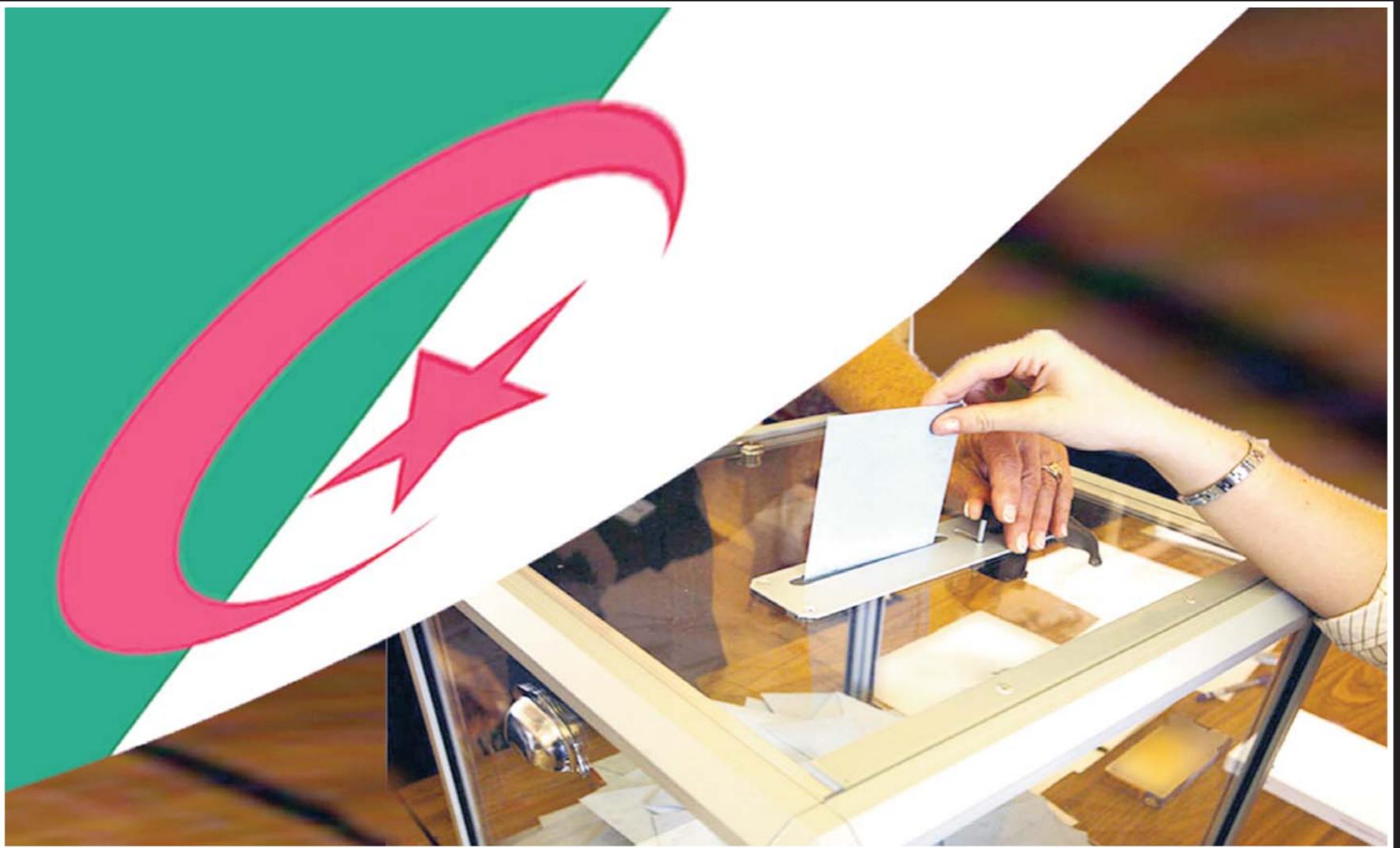


Présidentielle du 12 décembre

Le compte à rebours a commencé pour les postulants à la candidature



Lire page 3 Photo : L'Echo d'Algérie ©

1^{er} Sommet Russie-Afrique

Poutine annonce que les échanges commerciaux russo-africains avoisinent 20 milliards d'euros/an



Lire page 7 Photo : D. R. ©

21 Echos du jour

Bilan du 1^{er} semestre 2019

Plus de 300 kg de cocaïne saisis en Algérie

Les services de la Sureté nationale (SN), de la Gendarmerie nationale (GN) et des Douanes ont saisi 300 kg de cocaïne et plus de 1,2 millions de comprimés psychotropes en Algérie durant le 1^{er} semestre de l'année 2019, a annoncé, ce mardi, l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT). «Le bilan de l'ONLDT fait état de la saisie de pas moins de 1,2 millions de comprimés psychotropes», a déclaré Bouzarti Noureddine, représentant de l'office, en marge de la caravane de sensibilisation et des portes ouvertes sur la lutte contre la drogue en milieu scolaire, organisées par l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger (APW). Concernant les drogues dures, «306 kg de cocaïne et plus de 295 grammes d'héroïne ont été saisis», a ajouté le même responsable. Les quantités de résine de cannabis saisies par les services de la sûreté, de la gendarmerie et des douanes durant la même période de référence, ont dépassé 23 tonnes, contre 32 tonnes saisies en 2018. Soulignant que les quantités des drogues saisies durant les toutes dernières années avaient enregistré «une baisse significative», la même source a rappelé les chiffres enregistrés par les trois

services de lutte contre les stupéfiants (GN, DGSN et Douanes), qui révèlent que le bilan des années 2014 jusqu'à 2016 avait dépassé le seuil de 100 tonnes pour les quantités de résine de cannabis saisies, à titre d'exemple, (181 tonnes en 2014, 126 tonnes en 2015 et 109 tonnes en 2016) avant de reculer à 52 tonnes en 2017. Nous constatons actuellement que les jeunes se penchent beaucoup plus sur la consommation des psychotropes par rapports aux années précédentes où ces derniers consommaient le cannabis, a-t-il soutenu. Le bilan des affaires liées à la drogue ayant été traitées par les services judiciaires a connu une hausse entre 2014 et 2018, passant de 18 653 affaires en 2014 à près de 25 000 affaires en 2015, puis à plus 33 000 affaires en 2018. Bouzarti a révélé, dans ce sens, que le nombre de toxicomanes pris en charge au niveau des centres de désintoxication à travers les différentes wilayas du pays a atteint, lors du premier trimestre de l'année en cours, 5432 personnes, sachant que près de 24 500 personnes avaient été pris en charge au niveau de ces centres en 2018. Pour rappel, la caravane de sensibilisation à la lutte contre la drogue en milieu scolaire devra se poursuivre jusqu'au 19



décembre et toucher 25 établissements éducatifs et centres de formation professionnelle à travers les administrations de la wilaya. La caravane a fait une halte mardi au niveau du lycée Mohamed Bouabdellah (les Eucalyptus). Cette manifestation, à laquelle participe des instances

sécuritaire, l'association Moustaqbal Chabab et les directions de la Jeunesse et des Sports et des Affaires religieuses et des Wakfs de la wilaya d'Alger, vise à sensibiliser les élèves et les jeunes aux risques de la toxicomanie et ses répercussions sur leur avenir.

Malia Sahli

Lutte antiterroriste Découverte de 6 casemates à Aïn Defla et Médéa

Six casemates pour terroristes et une bombe de confection artisanale ont été découvertes et détruites par un détachement de l'Armée nationale populaire lors d'opérations de fouille et de ratissage menées à Aïn Defla et Médéa, indique ce mercredi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 22 octobre 2019, lors d'opérations de fouille et de ratissage menées à Aïn Defla et Médéa, 6 casemates pour terroristes et une bombe de confection artisanale», note la même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, un détachement de l'ANP «a intercepté, à Béchar, 4 narcotrafiants et saisi 26 kg de kif traité, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé, à Sétif, 4 individus en leur possession 2787 comprimés psychotropes». D'autre part, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté, à Djelfa, un individu en sa possession un revolver, 425 cartouches pour fusils de chasse ainsi que 3 jumelles et d'autres objets», a ajouté le communiqué.

Accidents de la circulation 4 morts et 14 blessés en 24 heures

Quatre personnes ont trouvé la mort et 14 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24h au niveau national, selon un bilan établi, ce mercredi, par la Protection civile. Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 27 incendies qui ont détruit à 21 hectares de forêts, 45 ha de maquis, 19 ha de broussailles, 1300 bottes de foin, 105 palmeraies et 2125 arbres fruitiers, précise le même bilan.

Mila

Démantèlement d'un réseau de contrebande de produits hallucinogènes

Les éléments de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la sûreté de wilaya de Mila ont saisi de 5480 comprimés psychotropes dans une opération, qui s'est soldée également par le composé de 2 personnes âgées de 33 et de 34 ans, a-t-on appris ce mercredi auprès des services de ce corps sécuritaire. L'opération a été menée sur la base de renseignements faisant état d'une activité suspecte de deux personnes, a-t-on indiqué, détaillant que l'enquête déclenchée a permis d'identifier et d'arrêter les 2 trafiquants à l'entrée sud de la ville de Mila à bord d'un véhicule de tourisme. A la fouille du véhicule, une

quantité de 5480 comprimés psychotropes dissimulée dans le réservoir du carburant a été découverte, a-t-on noté, soulignant que la marchandise était acheminée depuis un pays voisin. Après le parachèvement des procédures judiciaires, les deux personnes impliquées dans l'affaire ont été présentées devant le parquet près le tribunal de Mila, a indiqué la même source. A signaler que les services de la sûreté de wilaya de Mila ont traité récemment des opérations similaires qui ont permis l'arrestation de plusieurs personnes et la saisie de quantités importantes de comprimés psychotropes.

Médéa

2 morts dans une collision entre un véhicule touristique et un camion à Berrouaghia

Deux personnes ont trouvé la mort ce mercredi matin dans une collision entre un véhicule touristique et un camion poids lourd, survenue à Cherata dans la commune de Berrouaghia, est de Médéa, sur un tronçon de l'autoroute nord-sud, a-t-on appris auprès de la Protection civile. L'accident a également fait un blessé, parmi les passagers du véhicule touristique, qui a été secouru sur place, avant d'être transporté à l'hôpital Benyoucef-Benkhedha, à Berrouaghia, pour recevoir les soins nécessaires, a-t-on ajouté. Les corps des deux victimes, âgés de 20 et 52 ans, morts sur le coup, ont été transférés à la morgue de la même structure sanitaire, a indiqué la Protection civile.



<p>Édité par la Sarl Echo Médias Algérie</p> <p>Directeur Général Fondateur Tewfiq Meraou</p> <p>L'ECHO D'ALGERIE Quotidien National d'Information</p>	<p>Directeur de la Publication Ahsene Saaid</p> <p>Directrice de la Rédaction D^r Lila Meraou</p> <p>Rédacteur en Chef Mouloud Hamdi</p> <p>Directeur Technique Walid Boumaaraf</p>	<p>Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger</p> <p>Rédaction : 5F, rue des 3 Frères - Bouadou Bir Mourad Rais - Alger</p> <p>Tél-Fax : 023 54 23 23 / 023 54 23 02</p> <p>Direction de la publicité : Tél-Fax : 023 54 23 04</p> <p>بنك التنمية المحلية BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL</p> <p>Compte N° : 005001114002013631013</p>	<p>Anep Tél : 021 73 76 78 021 73 71 28 Fax : 021 73 95 59</p> <p>Diffusion Ouest-Centre-Est Zigzag Expresse Impression SIA</p>	<p>• Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.</p>
	<p>www.lechodalgerie-dz.com</p> <p>E-mail : echodalgerie@gmail.com</p> <p>f L'Echo d'Algérie Quotidien National d'Information</p> <p>t @echodalgerie_dz</p>			

Présidentielle du 12 décembre

Le compte à rebours a commencé pour les postulants à la candidature

Le compte à rebours a commencé pour les postulants à la candidature à la présidentielle du 12 décembre qui sont appelés à déposer leurs dossiers au plus tard samedi prochain à minuit, conformément à la loi organique relative au régime électoral, modifiée et complétée par la loi organique du 14 septembre 2019.



Hier, c'était le candidat du Rassemblement national démocratique (RND), Azzedine Mihoubi, qui avait ouvert le bal en déposant son dossier de candidature au siège de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), sis au Palais des Nations-Club des Pins (Alger). Dans une déclaration à la presse à l'issue du dépôt de son dossier de candidature, Mihoubi a indiqué que la Présidentielle du 12 décembre «constitue un rendez-vous important qui ne concerne pas un parti ou une personnalité en particulier, mais l'ensemble des Algériens», insistant sur l'importance de concourir à la réussite de cette échéance, en veillant à garantir «la transparence et la régularité tout au long du processus électoral». Concernant son programme, Mihoubi a fait part de son intention de présenter «un programme ambitieux et applicable, afin de satisfaire les préoccupations des citoyens, notamment les plus urgentes», souhaitant que la campagne électorale soit «marquée par une concurrence entre les programmes» et «proche des citoyens». Mihoubi, premier postulant à la candidature pour la Présidentielle ayant déposé son dossier, a annoncé «avoir largement dépassé le nombre requis de signatures. A cet effet, l'article 140 de la loi organique N° 16-10 du 25 août 2016 relative au régime électoral, modifiée et complétée par la loi organique N° 19-08 du 14 septembre 2019, stipule que la déclaration de candidature doit être déposée, au plus tard, dans les 40 jours suivant la publication du décret présidentiel portant convocation du corps électoral. Dans le même cadre, l'ANIE rappelle les conditions de candidature exigeant un dépôt, par le candidat lui-même, d'une déclaration de candidature à la présidence de la République auprès de l'ANIE contre accusé de réception. Cette déclaration doit contenir les nom et prénom, la signature, la profession et l'adresse du candidat, et être jointe d'un dossier constitué des pièces citées à l'article susmentionné, selon l'article 142 de la même loi qui stipule que le candidat «doit présenter au même temps les formulaires de souscription des signatures individuelles légalisées par un officier public». La nouvelle loi organique relative au régime électoral fait obligation aux candidats à la présidentielle de présenter 50 000 signatures individuelles au moins, d'électeurs inscrits sur une liste électorale. Ces signatures doivent être recueillies à travers au moins 25 wilayas. Le nombre minimal des signatures exigées pour chacune des wilayas ne saurait être inférieur à 1200. Récemment, le président de l'Autorité, Mohamed Charfi, a admis l'existence de «difficultés dans la gestion des élections», estimant que «ces difficultés sont naturelles, mais il faut faire avec et surtout les gérer avec patience et sagesse afin d'arriver le

12 décembre à des conditions idéales pour l'exercice du devoir électoral». Il a ajouté que «celui qui veut douter de la régularité du scrutin, en référence aux pratiques du passé qui ont entamé la crédibilité de l'Etat, je dis que cette fois-ci ce sera impossible, quelle que soient les velléités de fraude, car nous avons mis en place un dispositif anti-fraude». Dans un message à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la presse, le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a affirmé que toutes les conditions étaient réunies pour aller vers un scrutin présidentiel, le 12 décembre prochain, «notamment à la faveur de la concrétisation de la plus grande partie des revendications exprimées par notre peuple lors de son Hirak pacifique et civilisationnel et ce, ce grâce à la réponse des institutions de l'Etat et à l'accompagnement de l'Armée nationale populaire (ANP), qui n'a ménagé aucun effort à s'acquitter, pleinement et perspicacement, de ses missions constitutionnelles». «Au moment où notre pays, fort de l'adhésion de la majorité de notre peuple, se dirige résolument vers l'échéance présidentielle, je voudrais réitérer l'expression de ma gratitude à notre Armée, et particulièrement à son commandement, qui a veillé à mettre l'Algérie à l'abri de toute manœuvre périlleuse et à se tenir au côté du peuple algérien», a-t-il ajouté.

Le président de l'Autorité, Mohamed Charfi, a admis l'existence de «difficultés dans la gestion des élections», estimant que «ces difficultés sont naturelles, mais il faut faire avec et surtout les gérer avec patience et sagesse afin d'arriver le 12 décembre à des conditions idéales pour l'exercice du devoir électoral»

Réitérant à ce propos, «l'engagement de l'Etat à faire face fermement à tout acte visant à perturber le processus électoral, à semer la confusion ou à provoquer des entraves partant d'intentions malveillantes et d'arrière pensées, qui ne sauront tromper la vigilance et la maturité du peuple algérien», Bensalah a exhorté les citoyens à «un sursaut national en se rendant massivement aux urnes pour élire un président de la République et édifier ses institutions dans une Algérie nouvelle, capable de relever les défis actuels, aussi bien à l'intérieur qu'aux niveaux régional et international». Par ailleurs, le chef de l'Etat a salué «les efforts de l'ensemble des patriotes, qui croient en une Algérie forte et souveraine, et qui œuvrent assidûment et

sincèrement à sa sortie de la situation actuelle», assurant que «désormais, grâce à la persévérance et aux sacrifices des loyaux enfants de l'Algérie, et à la convergence des volontés jalouses de la Patrie, le processus politique inclusif autour de l'élection présidentielle est devenu un impératif incontournable». Rappelant qu'«en prévision de l'échéance nationale décisive et historique pour notre Nation, le corps électoral a été convoqué, au lendemain de la cristallisation des propositions de l'Instance nationale de dialogue et de médiation (INDM), consistant essentiellement en l'adoption de deux lois organiques relatives à l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) et au régime électoral», il a indiqué que l'ANIE a été installée «dans le cadre d'une démarche visant à asseoir un climat de confiance restaurée, et aujourd'hui nous aspirons à une plus grande conjugaison d'efforts nationaux, louables et dévoués, pour les semaines à venir», a-t-il dit. Il a relevé que «le statu quo ne sert nullement notre peuple, et les médias, tous supports confondus, ont un important rôle à jouer pour contribuer à la réussite du processus électoral». Mettant à profit sa dernière sortie sur le terrain, le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP a souligné que la locomotive de l'Algérie «est bel et bien sur la bonne voie, orientée vers la bonne destination tel que voulu par les valeureux enfants de la patrie, grâce à la fédération des efforts et la confiance réciproque entre le peuple et son armée, rappelant que l'ANP continue, comme l'a toujours fait, à honorer ses engagements». «Aujourd'hui, nous pouvons dire, et nous en sommes entièrement convaincus, que la locomotive de l'Algérie est bel et bien sur la bonne voie, orientée vers la bonne destination tel que voulu par les valeureux enfants de la patrie, grâce à la fédération des efforts et la confiance réciproque entre le peuple et son armée, qui était son protecteur contre les nuisances de la bande et de ses relais, ainsi que grâce aux décisions courageuses prises par le haut commandement de l'ANP depuis le début de la crise, et qui ont prouvé leur justesse et leur crédibilité au fil des jours, car elles s'inscrivent toutes dans l'intérêt du peuple et de la patrie», a-t-il soutenu.

L'ANIE a été installée «dans le cadre d'une démarche visant à asseoir un climat de confiance restaurée, et aujourd'hui nous aspirons à une plus grande conjugaison d'efforts nationaux, louables et dévoués, pour les semaines à venir»

Dans ce contexte, il mis en exergue «les efforts soutenus et dévoués que l'ANP a consentis afin d'instaurer un climat de confiance et de quiétude, permettant de

franchir de nombreuses étapes aux objectifs complémentaires, notamment suite à la tenue du Conseil des ministres en date du 9 septembre 2019, sous la présidence du chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, durant lequel plusieurs démarches, empreintes de sincérité et de bonne foi ont été concrétisées, à travers l'amendement de la loi électorale et son adaptation de manière à répondre aux préoccupations et aux attentes des Algériens, et à satisfaire également les revendications pressantes du peuple, suivi de la mise en place de l'Autorité nationale indépendante des élections qui constitue, au regard des larges prérogatives qui lui ont été attribuées, la clé de la réussite de cette échéance présidentielle attendue et cruciale». Pour ce faire, cette Autorité nationale indépendante «a trouvé toute l'aide et le soutien auprès des différentes institutions de l'Etat, qui lui ont fourni tous les moyens et capacités et prodigué toute forme de facilitation, afin qu'elle s'acquitte de ses nobles missions et de son devoir national avec facilité et aisance. C'est dans le prolongement des mêmes efforts et démarches, que s'inscrit la tenue du Conseil des ministres en date du 13 octobre en cours, pour l'approbation de projets de lois importants, à l'instar des lois des finances et des hydrocarbures, qui constituent une véritable plus-value à même de relancer l'économie nationale et donner un nouveau souffle à l'investissement dans les différents secteurs économiques stratégiques». Il a été également procédé à l'approbation du projet de loi complétant l'Ordonnance N° 06-02 du 28 février 2006 portant statut général des personnels militaires, où il a été promulgué des dispositions restreignant le droit des militaires, admis à cesser définitivement leur service et versés dans la réserve, aux fins de ne pas exercer une activité politique partisane ou se porter candidat à une fonction électorale publique, pour une période de cinq années. Cette disposition est justifiée par «plusieurs motifs, entre autres, le fait que l'exercice d'une activité politique partisane ou la candidature à une fonction électorale requiert nécessairement la tenue de déclarations et de débats qui peuvent mener à l'infraction du devoir de retenue et de réserve tel que stipulé par la loi, ainsi que de l'obligation de préserver les secrets dont le candidat a pris connaissance dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution de ses activités au sein de l'institution militaire». Le général de corps d'armée a affirmé que l'ANP «demeure celle qui veille jour et nuit, et qui observe et scrute la voie qui mènera l'Algérie vers la destination voulue par le peuple, grâce à l'ensemble des mesures sécuritaires complémentaires à travers lesquelles il sera permis à personne de faire dévier le pays de cette voie tracée qui concrétise la démarche de l'Algérie et de son peuple».

T. Benslimane



Coopération agricole sino-algérienne

Omari présente les opportunités du secteur agricole national aux opérateurs chinois

Les opportunités de la politique agricole nationale ont été présentées, ce mercredi à Alger, par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Chérif Omari, à une délégation d'opérateurs économiques chinois.

Au cours d'une audience accordée au directeur général du département du Commerce de la province chinoise du Hunan, Xu Xiangping, accompagné d'hommes d'Affaires chinois, Omari a exposé les grands axes qui constituent la priorité du gouvernement et représentent une opportunité pour les opérateurs chinois qui souhaitent développer des projets de partenariat en Algérie, a fait savoir le communiqué. Il s'agit, notamment de l'amélioration de la productivité ainsi que de la qualité des productions agricoles, notamment dans les filières stratégiques telles que les céréales et la pomme de terre, en vue d'en améliorer l'offre et d'en exporter l'excédent. Le ministre a aussi évoqué l'axe concernant l'amélioration des chaînes de valeur et la préservation des ressources naturelles à travers la préservation et l'extension des espaces forestiers, «dont le barrage vert constitue l'un des projets phares auxquels le gouvernement accorde de l'importance, notamment dans le cadre du plan national climat». Concernant le secteur de la pêche et de l'aquaculture, Omari a formulé le souhait d'approfondir l'expé-

ce qui existe déjà entre les deux pays, en vue d'augmenter la production nationale et de développer l'export des produits halieutiques. De plus, Omari a souligné l'importance du secteur agricole en Algérie et son rôle stratégique dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et la diversification de l'économie nationale. Par ailleurs, lors de cette rencontre, à laquelle ont pris part des directeurs centraux du ministère, des responsables des structures et groupes des sous-secteurs et des instituts techniques, les deux parties ont mis en exergue les opportunités d'affaires et de partenariat existant dans les deux pays, rapporte la même source. Selon le ministère, ces opportunités «pourraient se solder par la mise en œuvre de projets dans le secteur de l'agriculture, de la pêche et des forêts. Pour sa part, Xu Xiangping a soutenu l'existence de complémentarités entre les économies des deux pays, soulignant que «l'Algérie est parmi les plus grands pays d'Afrique avec lequel la Chine veut renforcer ses relations économiques et commerciales».

Toufik M.



Energies renouvelables

La synergie entre les secteurs économique et académique mise en relief



La synergie entre les secteurs économique et académique a été mise en relief lors de la 10^e édition du Salon international des énergies renouvelables, des énergies propres et du développement

durable (ERA-2019), clôturée mercredi à Oran après 3 journées d'activités au Centre des conventions Mohamed-Benahmed (CCO). Plusieurs projets innovants cadrant avec les thématiques de la rencontre ont été présentés à cette occasion par les universités et centres de recherche ayant pris part à cette rencontre aux côtés d'acteurs majeurs du secteur énergétique à l'instar des groupes Sonelgaz et Sonatrach. Un projet pilote portant réalisation d'un Bâtiment à énergie positive figure parmi les initiatives illustrant «l'existence de synergies effectives qui commencent à voir le jour entre le secteur socio-économique et le monde universitaire et de la recherche», ainsi que l'a observé le directeur du Bureau «R20 Med», Rachid Bessaoud. Le Bureau «R20 Med», basé à Oran, assure la représentation méditerranéenne de l'Organisation non gouvernementale (ONG) R20 (Regions of climate action), rappelle-t-on. Le projet indiqué est mené conjointement par l'ONG «R20 Med» et l'Ecole nationale polytechnique de Constantine, en plus d'autres acteurs institutionnels tels que l'Agence de promotion de la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), le Centre national d'études et de recherches intégrées du Bâtiment (CNERIB), et le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER). «Cette opération a attiré l'attention de plusieurs acteurs socio-économiques intervenant dans l'énergie électrique, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, pour accompagner cet ambitieux projet», a souligné

Bessaoud dans une déclaration à l'issue du Salon ERA-2019. Ce projet, a-t-il ajouté, draine dans son sillage une dizaine de chercheurs algériens, des ingénieurs et des doctorants ainsi que des acteurs industriels tels que «Béjaïa Liège». La 1^{re} phase d'étude de ce projet a permis d'observer des économies d'énergie dépassant les 60%, tandis que la 2^e débutera très prochainement avec l'intégration du solaire photovoltaïque et du thermique, a expliqué Bessaoud. La réalisation de ce Bâtiment est prévue à l'intérieur même de l'enceinte universitaire qui servira également de salle de cours avec actions démonstratives et pédagogiques mettant en avant l'efficacité énergétique et sa promotion auprès des étudiants et du grand public, a-t-il fait valoir le directeur du «R20 Med». Le Salon «ERA-2019» a été inauguré lundi dernier par le PDG du groupe Sonelgaz, Chahar Boulakhra, qui avait mis l'accent sur les grands projets menés par sa société pour «accompagner et réussir le programme national des énergies renouvelables». De son côté, la commissaire du Salon, Linda Oulounis, a fait savoir que plus de 6200 visiteurs ont été enregistrés à cette nouvelle édition marquée par la participation de près de 60 exposants, dont des entreprises allemandes, chinoises et polonaises. Ce rendez-vous économique est organisé par l'agence événementielle «Myriade Communication» qui s'attelle aux préparatifs d'une autre rencontre dédiée aux sports et loisirs, prévue au début de l'été prochain à Oran.

Présidentielle du 12 décembre

Le MSP prône toujours «le consensus» entre Algériens

Le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrezak Makri, a affirmé, ce mercredi à Alger, que son parti «ne présenterait aucun candidat et ne soutiendrait aucun autre», ajoutant que le Mouvement prône toujours «le consensus» entre Algériens. Dans une déclaration à la presse en marge d'une conférence consacrée aux deux projets de loi de finances (PLF) et des hydrocarbures, tenue au siège du MSP, Makri a rappelé la position de son parti qui ne «présentera aucun candidat à la Présidentielle et ne soutiendra aucun autre». Le MSP prône toujours «le consensus» entre Algériens, à travers la formation d'un «gouvernement d'entente élargi regroupant les différents partis et syndicats» qui préparera le terrain pour l'organisation d'élections démocratiques concrétisant la volonté et la parole du peuple, a souligné le président du MSP.

Relevant, à ce propos, que le parti refusait l'organisation d'élections présidentielles avant la révision de la Constitution et l'amendement de la loi relative au régime électoral pouvant garantir la transparence et l'intégrité des scrutins, Makri a ajouté que l'actuelle Autorité nationale indépendance des élections (ANIE) «n'a pas pu résoudre les problèmes de fond» à l'origine des principales causes de fraude lors des précédentes élections, à l'image du «corps électoral et la surveillance au niveau des centres de vote». Ainsi, poursuit Makri, le MSP «ne participera pas» à la prochaine Présidentielle, ajoutant que l'intention affi-



chée par certains symboles de l'ancien régime de se présenter à la Présidentielle du 12 décembre prochain, «n'est qu'une tentative du même régime pour se régénérer». Quant aux deux projets de loi de finances et des hydrocarbures qui ont déclenché une vive polémique avant leur présentation aux débats devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), Makri a estimé nécessaire l'ouverture d'un dialogue national autour de la «politique énergétique du pays», affirmant que le devenir de l'Algérie est tributaire de cette loi (hydrocarbures)».

• APN

Installation du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Pakistan

Le groupe parlementaire d'amitié Algérie-Pakistan qui constitue «un nouveau jalon dans les relations exceptionnelles unissant les deux pays» a été installé ce mercredi à Alger. Le vice-président de l'APN, Lakhdar Sidi Athmane qui présidait la cérémonie d'installation, a affirmé que ce groupe parlementaire d'amitié Algérie-Pakistan constituerait «un espace de dialogue, de concertation et de coordination entre parlementaires des deux pays», se félicitant des «bonnes» relations historiques unissant les deux pays. Il a rappelé également que la République islamique du Pakistan était l'un des premiers pays à avoir reconnu le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) durant la Guerre de Libération nationale, mettant en exergue «le souci de l'Algérie de hisser le niveau de coopération bilatérale, notamment en ce qui concerne l'encouragement de la coopération dans le domaine économique et l'approfondissement de la coopération parlementaire à travers la réactivation du rôle de ce groupe d'amitié». Pour sa part, l'ambassadeur pakistanais a exprimé son souhait de voir se renforcer les liens d'amitié et le rapprochement des vues sur les questions d'intérêt commun, relevant, par la même, l'importance de renforcer les groupes d'amitié en tant que «mécanismes efficaces à même de renforcer les canaux diplomatiques parlementaires et relancer la coopération entre les deux instances législatives», ajoute le communiqué. Elu président de ce groupe parlementaire d'amitié, le député Ali Aïssaoui a, quant à lui, mis en avant «l'excellence» des relations bilatérales entre l'Algérie et le Pakistan et la nécessité de les développer davantage à tous les niveaux. Qualifiant ce groupe de «trait d'union entre les deux peuples et les deux instances législatives», Aïssaoui a rappelé «la nécessité de renforcer les relations bilatérales en vue de réaliser davantage de rapprochement entre ces deux peuples». Il est à noter que l'installation du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Pakistan s'est déroulée en présence du président de la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté, Abdelkader Abdellaoui, de l'ambassadeur pakistanais et d'un représentant du ministère des Affaires étrangères.

Lutte anti-cancer

Miraoui insiste sur des données fiables et réelles

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohamed Miraoui, a mis l'accent, ce mercredi à Alger, sur la nécessité de «disposer de données réelles qui permettent de lutter contre le cancer», constituant «le principal défi qui se pose pour les autorités publiques».

Lors de l'ouverture de la réunion annuelle du réseau national des registres du cancer, le ministre a dit que «disposer de données réelles sur le cancer constitue le principal défi qui se pose pour les autorités publiques, au regard de leur importance dans la prise de décisions judicieuses, dans le cadre du plan national de lutte contre le cancer». «L'exploitation des données des registres de l'année 2017 sur le réseau national confirme la même tendance haussière du cancer en Algérie et dans le monde, en raison du vieillissement de la population et d'une mauvaise hygiène de vie, outre les facteurs de risque environnementaux». Evoquant les moyens de dépistage modernes acquis ces dernières années, le premier responsable du secteur a précisé que ces moyens «ont permis de réaliser de grands progrès, et baisser ainsi le nombre des décès», ajoutant dans le même contexte que «la prise en charge des cas s'effectue à un stade où le patient répond au traitement, à condition d'impliquer toutes les parties concernées par la santé du patient».

A cet effet, le ministère a accordé «la priorité à la concertation autour de l'échange d'informations pour un renforcement effectif des données du registre du cancer, à travers les 48 wilayas dans le cadre du réseau national des registres». Miraoui a mis l'accent sur l'impératif de «respecter les conditions indispensables au travail et à la pérennité du réseau, avec l'engagement de toutes les parties à appliquer le plan national de lutte contre le cancer qui touche à sa fin et procéder à l'élaboration du prochain plan (2020-2024), en vue de définir les priorités conformément à des modèles scientifiques précis». Evoquant la prévention contre le cancer, le ministre a affirmé «qu'il s'agit de la meilleure arme pour lutter et endiguer la maladie et ce, à travers la lutte contre les facteurs de risque, à l'instar du tabagisme, de l'alcoolisme et de la toxicomanie». Pour sa part, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Nguessan



François Bla, a donné un aperçu sur la prolifération de la maladie à l'échelle mondiale, rappelant que le cancer a fait, en une année, près de 6 millions de morts et plus de 18 millions nouveaux cas, saluant par la même occasion le rôle de l'Algérie en matière de lutte contre cette maladie, notamment à travers la prise d'une série de dispositions et de mesures, à l'instar du plan national et du réseau du registre de lutte contre le cancer.

La collecte des dons de sang progresse de 9,4 % durant le 1^{er} semestre 2019

La quantité de sang collectée, suite aux dons des citoyens, a progressé de 9,4% durant le 1^{er} semestre de l'année en cours par rapport

à la même période de 2018, a annoncé, ce mercredi à Alger, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohamed Miraoui. Intervenant à l'ouverture de la Journée nationale des donneurs de sang, annuellement célébrée le 25 octobre, le ministre s'est félicité de la hausse du taux de sang collecté, atteignant 9,4% durant le 1^{er} semestre de 2019, en même temps que la multiplication des centres de transfusion sanguine à travers le territoire national. Néanmoins, «les défis demeurent importants en termes de disponibilité de cette matière vitale, selon les normes de qualité et de sécurité requises», a-t-il observé, préconisant la mise en place d'un registre national des rhésus rares afin de «mieux répondre aux attentes des malades». Cet objectif suppose «une meilleure organisation et une

coordination entre les différents établissements de santé», a-t-il poursuivi, rappelant les dispositions réglementaires liées à l'activité de transfusion sanguine prévues dans la nouvelle loi sur la santé. Il a fait savoir que la collecte demeure «un service public gratuit basé sur la solidarité citoyenne», insistant sur «l'interdiction formelle du caractère commercial de cette activité, s'agissant aussi bien du sang humain que du plasma et ses dérivés». De son côté, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Algérie, François Bla Nguessan, a notamment recommandé la mise en place de systèmes nationaux assurant la coordination de toutes les activités de transfusion sanguine ainsi que le dépistage systématique du sang collecté afin de sécuriser les malades destinataires. Tout en soulignant que la transfusion sanguine sauve des millions de personnes/an, l'intervenant a fait remarquer que sur les 112,5 millions de sang collectés dans le monde, près de la moitié provient des pays à revenus élevés où la transfusion sanguine concerne essentiellement les personnes de plus de 65 ans, alors que dans les pays à faibles revenus, jusqu'à 67% du sang administré est destiné aux enfants de moins de 5 ans. Pour sa part, la directrice générale de l'Agence nationale du sang (ANS), Linda Ould Kablia, a insisté sur l'importance de ce geste (don de sang) qui «redonne de l'espoir à ceux qui l'ont perdu», relevant la «demande croissante» exprimée par les malades pour cet élément essentiel à leur vie. Allant dans ce sens, le président de la Fédération algérienne des donneurs de sang (FADS), Kaddour Gherbi, a plaidé pour l'instauration de la culture du don de sang au sein de la société et ce, «en dehors des situations d'urgence», dans la mesure où, a-t-il expliqué, «un maximum de donneurs sauvera un maximum de vies».

Synthèse Yasmina D. /Ag.

Environnement

Les ministres arabes se réunissent aujourd'hui au Caire



La 31^e session du Conseil des ministres arabes de l'Environnement se tient ce jour au Caire, en présence de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima-Zahra Zerouati.

La 31^e session, qui se tiendra au siège du secrétariat général de la Ligue des Etats arabes, portera sur les défis environnementaux de la région arabe et la situation environnementale de la Palestine, a noté la source. La participation de l'Algérie intervient dans le cadre du renforcement de sa présence au sein des différentes commissions et conseils de la Ligue arabe, a précisé le communiqué, ajoutant que les ministres arabes de l'Environnement devront examiner, lors de cette session de haut niveau, nombre de questions, notamment le suivi de la mise en œuvre des résolutions arabes sur le développement socioéconomique et de la dimension environnementale dans les objectifs du développement durable. Outre le suivi des conventions et des réunions internationales sur l'environnement

(la désertification, la biodiversité, les produits chimiques et les déchets dangereux) et la préparation des sessions de l'assemblée générale des Nations unies sur l'environnement, les participants devront examiner, également, les questions relatives aux changements climatiques et les démarches arabes entreprises dans le cadre des négociations internationales y afférentes. La 31^e session du Conseil des ministres arabes de l'Environnement constituera l'occasion pour les différents pays participants d'exposer leur expériences réussies en matière d'économie verte et du projet des ceintures vertes. Cette session sera précédée par les travaux de la commission technique préparatoire qui devra choisir le slogan de la journée arabe de l'environnement, du prix du Conseil des ministres arabes de l'Environnement et les membres du jury du conseil pour la période 2018-2021, outre le choix de la capitale arabe de l'environnement, selon le même communiqué.

Mobilis présent à la 8^e édition de Hassi Messaoud Expo

Mobilis participe avec les autres filiales du groupe GTA, au 8^e Salon international des fournisseurs de produits et services pétroliers et gaziers, «Hassi Messaoud Expo 2019», organisé par Petroleum Industry Communication, qui se déroule du 22 au 24 octobre 2019, dans la plus grande ville pétrolière d'Algérie, Hassi Messaoud, wilaya de Ouargla. Véritable carrefour incontournable des opérateurs locaux et étrangers du secteur pétrolier et gazier, et tous les fournisseurs de produits et services en

relation avec le secteur des hydrocarbures. Le salon accueillera durant trois jours, plus de 10 000 visiteurs professionnels et regroupera plus de 200 exposants, issus de 15 pays, venus présenter leurs produits, services et solutions liés à l'industrie pétrolière. Mobilis, acteur stratégique dans le paysage économique en Algérie, marquera sa participation à travers son équipe Marché Entreprises, et présentera aux professionnels opérant dans le secteur de l'industrie pétrolière et gazière, au

niveau de son stand, les dernières solutions corporate, voix et data, adaptées aux besoins professionnels spécifiques de ce secteur stratégique. À travers cette manifestation économique, Mobilis confirme son engagement à préserver son positionnement d'opérateur leader dans l'innovation des solutions entreprises, en accompagnant les entreprises du secteur des hydrocarbures dans le pays et contribuer à leur développement.

Comité spécialisé de l'Union Africaine sur les TIC Faraoun prendra part à Charm El Cheikh à la 3^e session ordinaire

La ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houda-Imane Faraoun, prendra part à la 3^e session ordinaire du Comité spécialisé de l'Union africaine (UA) sur les Technologies de l'information et de la communication (CTS-CTIC) qui s'ouvre demain à Charm El Cheikh en Egypte.

Cette session, qui verra la participation des ministres chargés des communications et des technologies de l'information et de la radiodiffusion, ainsi que des institutions spécialisées en plus du secteur privé et des médias des Etats membres de l'UA, aura comme objectif principal «l'examen et l'adoption de la stratégie globale de transformation numérique pour l'Afrique 2020-2030, conformément aux aspirations énoncées dans l'Agenda 2063 de l'UA et l'Agenda 2030 des Nations unies pour le développement durable». Les participants auront également à «examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre et la voie à suivre pour les projets liés au système africain d'échange Internet (AXIS), le Dot Afrique (.africa), le réseau électronique panafricain, la connectivité des bureaux de poste et la création des chaînes de télévision et de radio panafricaines». La réunion offrira l'occasion de «renforcer les capacités en matière d'accès rural aux infrastructures de base, d'évaluer l'initiative politique et réglementaire

pour l'Afrique numérique (PRIDA), ainsi que le rapport d'étape du programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA)».

Les Comités techniques spécialisés (CTS), qui se réunissent tous les deux ans, sont des organes importants de l'UA. Ils ont été créés en vertu de l'article 25 du Traité de la Communauté économique africaine (Traité d'Abuja). Le CTS sur les TIC a été établi comme l'un des 14 comités créés pour travailler en «étroite collaboration avec les différents départements de la Commission de l'UA, en vue de fournir une contribution éclairée et bien informée dans son domaine de spécialisation aux travaux du Conseil exécutif. Il est également impliqué dans le suivi du développement et de la mise en œuvre des programmes par l'UA», souligne la même source. Il est à rappeler que les première et 2^e sessions ordinaires du Comité ont eu lieu respectivement en septembre 2015 et novembre 2017 à Addis-Abeba en Ethiopie.

Yasmina Derbal



Présidentielle

Dahmoune appelle les citoyens à faire des prochaines élections présidentielles «une nouvelle ère»



Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Salah Eddine Dahmoune, a appelé les

Algériens à faire des prochaines élections présidentielles «une nouvelle ère». Dans une allocution prononcée à l'occasion d'une rencontre

avec les représentants de la société civile, tenue au siège de la wilaya de Khenchela, au terme d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, le ministre a affirmé que les prochaines élections «constitueront le début d'une ère historique de rupture avec les pratiques du passé, au cours desquelles le citoyen élira celui qui le représentera à la tête des institutions de l'Etat et lui demandera des comptes». Dahmoune a également adressé un message aux Algériens les invitant à participer fortement aux prochaines élections présidentielles et à «choisir la personne la plus apte à diriger le pays et à répondre à tous les sceptiques qui aspirent à ramener l'Algérie dans une ère de division et d'isolement». Le ministre a également ajouté que la première étape unanimement adoptée par les citoyens c'est d'aller vers des élections transparentes pour déjouer les prévisions des opportunistes et d'en faire une véritable avancée pour une renaissance à laquelle aspirent les jeunes algériens à compter du 12 décembre prochain. Dans ce même contexte, Dahmoune a souligné que «les prochaines élections seront l'occasion pour les citoyens d'édifier une nouvelle Algérie en phase avec son histoire et faire avorter les tentatives de ceux qui veulent nuire au pays». Assurant que son département ministériel «œuvrera à lever tous les obstacles au dévelop-

pement», le ministre a convié les citoyens à renouer la confiance avec les institutions de l'Etat. Et d'ajouter : «Il est du devoir du Gouvernement d'accompagner la renaissance de la jeunesse prometteuse et de valoriser ses acquis en lui fournissant toutes les ressources nécessaires et élaborer des stratégies de développement permettant à la population algérienne de participer activement à l'édification de son avenir». Il a plaidé, en outre, en faveur de la préservation de l'unité de la patrie qui exige de «mettre la main dans la main et se mobiliser autour de l'Armée populaire nationale, toujours prompte à faire face à toutes les complots ourdis contre le pays, à l'intérieur comme à l'étranger». Dahmoune a martelé, en ce sens : «l'Algérie est au cœur d'une nouvelle campagne de conspirations visant à semer la suspicion parmi la population, mais nous sommes convaincus que les enfants de ce pays sont jaloux de leur patrie et sont déterminés à faire de l'Algérie une fratrie unie». Le ministre a soutenu que «l'Algérie connaît une renaissance clairvoyante et civilisée, contraignant les responsables à être à l'écoute des préoccupations des citoyens, à leur fournir toutes les facilités et à surmonter les difficultés rencontrées par les jeunes en vue de construire l'avenir de l'Algérie».

Formation professionnelle

Les préparatifs du baccalauréat professionnel à un stade avancé

Les préparatifs relatifs au baccalauréat professionnel sont à un stade «très avancé», a dévoilé, ce mardi à Tipasa, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Dada Moussa Belkhir. «La commission en charge de la mise au point du cadre juridique et de la configuration de ce baccalauréat professionnel, a déjà accompli près de 70% de la tâche qui lui a été confiée», a assuré le ministre dans une déclaration à la presse, à l'issue d'une visite de travail dans la wilaya. Il a ajouté que la dite commission, qui «se réunit chaque semaine en coordination avec les services de la Fonction publique, et des secteurs de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur», verra l'adhésion d'autres départements ministériels, dont ceux de l'Industrie, l'Agriculture, le Tourisme et l'Energie. Assurant, en outre, que le baccalauréat professionnel, bénéficiera du «même niveau d'évaluation» que le baccalauréat de l'enseignement secondaire, Dada Moussa Belkhir a souligné la mise au point en cours, par

la commission suscitée, «des mécanismes juridiques y afférents, notamment concernant l'orientation directe des élèves, ou après un concours». «Nous sommes en attente d'une réponse de cette commission au sujet de l'orientation directe des élèves non admis au BEM pour la préparation de ce bac professionnel, ou de leur laisser le choix, parallèlement aux élèves ayant le niveau de 1^{ère} année secondaire», a informé le ministre, à ce sujet. La décision de lancement du bac professionnel par le ministère de tutelle vise, en premier lieu «la résorption de la déperdition scolaire», a-t-il rappelé. Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels a souligné, à ce titre «l'impérative orientation de son secteur vers la formation à la demande», en coordination avec les ministères concernés et les entreprises économiques «suivant les priorités du marché du travail», et partant «offrir de meilleurs opportunités d'intégration professionnelle aux stagiaires», a-t-il estimé. Cette orientation, a-t-il

dit, «est en conformité avec les objectifs fixés par la tutelle, visant un taux de 80% de stagiaires dans le mode de formation par apprentissage, devenu désormais prioritaire comparativement au mode résidentiel». Sachant que ce taux est de pas plus de 50% dans certaines wilayas, selon le ministre. Concernant la rentrée de septembre dernier, Dada Moussa Belkhir a indiqué que la première évaluation de cette session fait cas de l'inscription pour la «première fois depuis plusieurs années, de plus de 358 000 stagiaires, à l'échelle nationale, dans différentes spécialités de formation». Durant cette visite à Tipasa, le ministre, qui était accompagné du wali, a procédé à la baptismation d'un institut de formation professionnelle, ouvert cette année, du nom de «Chahid Erakiza Athmane», tombé au champ d'honneur en 1957. Il s'est, également, rendu au Centre d'excellence de formation dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) de Bou Ismaïl.

Exposition spécifique algérienne au Niger

Djellab donne le coup d'envoi de la caravane de produits nationaux vers Niamey

La caravane de produits algériens, acheminés par voie terrestre vers Niamey devant prendre part à une exposition spécifique de produits algériens prévue début novembre dans la capitale nigérienne, a pris le départ, ce mercredi depuis Alger, en présence de responsables du ministère du Commerce.

Un convoi de quatre camions semi-remorques devra acheminer vers Niamey près de 3 tonnes de marchandises dont des produits agroalimentaires, agricoles, électroménagers et électroniques, cosmétiques et matériaux de construction. D'autres produits périssables seront expédiés par voie aérienne (cargo), a-t-on appris auprès d'un responsable du ministère du Commerce. L'exposition spécifique de produits algériens, prévue du 6 au 11 novembre, verra la participation de 38 entreprises privées et quatre autres publiques activant dans plusieurs secteurs, notamment l'agroalimentaire, la mécanique, l'industrie pharmaceutique et le textile. Organisées par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), des rencontres «B2B» entre opérateurs algériens et nigériens seront au programme de cette manifestation économique. Présente au coup d'envoi de cette caravane, la conseillère au ministère du Commerce, chargée des foires et salons à l'étranger, Souhila Abilèche, a précisé que

«c'est la septième participation de l'Algérie aux foires économiques au Niger où les produits algériens sont très demandés». Elle a aussi fait remarquer que les entreprises nationales s'intéressent au marché nigérien qui offre une visibilité à leurs produits. Inscrite au programme du ministère du Commerce, l'exposition spécifique des produits algériens au Niger vise à renforcer la présence de la production nationale dans le marché africain, notamment dans les pays limitrophes et ce, à la faveur de l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange africaine, a-t-elle expliqué. Par ailleurs, l'Algérie devra prendre part du 11 au 17 novembre prochain au Gabon à une exposition de ses produits - la deuxième en l'espace d'une année- avec la participation d'une centaine d'entreprises nationales, a annoncé Abilèche. A rappeler que des expositions de produits algériens ont été organisées en 2018 dans plusieurs capitales du monde à l'instar de Washington, Bruxelles, Nouakchott, Libreville et Doha.

Moussa O.

1^{er} Sommet Russie-Afrique

Poutine annonce que les échanges commerciaux russo-africains avoisinent 20 milliards d'euros/an



Le président russe, Vladimir Poutine, a indiqué, ce mercredi à Sochi (Russie), que les échanges commerciaux russo-africains avoisinaient 20 milliards d'euros annuellement, affirmant qu'ils étaient «en deçà» du niveau souhaité par les deux parties. Dans une allocution à l'ouverture des travaux du 1^{er} Sommet Russie-Afrique, en présence d'une cinquantaine de chefs d'Etat et de Gouvernements de pays africains, dont le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, le président russe a affirmé que «les échanges commerciaux et économiques entre la Russie et l'Afrique ont doublé ces dernières années pour atteindre les 20 milliards d'euros, mais ce montant reste très peu significatif par rapport aux potentialités existantes». Il a, dans ce contexte, appelé au renforcement de la coopération pour la diversification des relations commerciales et économiques entre la Russie et les pays africains. Poutine qui copréside les travaux du Forum avec le président d'Egypte, Abdelfattah Al Sissi, dont le pays assure actuellement la présidence tournante de l'Union africaine (UA), a appelé donc a, par ailleurs, salué l'accord de création de la Zone de libres échanges africaine (ZLECA). Il a estimé que la ZLECA pourrait être un moyen pour dynamiser les échanges, notamment avec l'Union économique Eurasiatique, dont la Russie pourrait également y contribuer y bénéficier. Dans ce sens, il a annoncé la signature d'un

accord à l'issue du Sommet entre l'Union Africaine et l'Union économique Eurasiatique dans le domaine commercial. Pour sa part, le président Al Sissi a souligné la nécessité de l'ouverture des pays africains sur les marchés internationaux, dont, celui de la Russie, ajoutant que la transformation économique de l'Afrique, l'amélioration du climat des affaires, ainsi que la préservation de la sécurité et la stabilité de la région «sont des nécessités pour lesquelles les pays africains doivent travailler». Après l'ouverture économique régionale attendue entre les pays africains dans le cadre de la ZLECA, «les marchés de l'Afrique doivent s'ouvrir davantage à d'autres régions du monde pour dynamiser leurs échanges et leurs économies», a insisté le président égyptien. En outre, Al Sissi a appelé les institutions monétaires et financières mondiales à alléger et faciliter l'accès au financement des projets en faveur des pays africains, en précisant que la rencontre Russie-Afrique pourrait aboutir à des projets en communs «concrets», dont les populations africaines et russe seront bénéficiaires. Le chef de l'Etat, Bensalah conduit une délégation de haut niveau composée du ministre des Affaires Etrangères, Sabri Boukadoum, le ministre des Finances, Mohamed Loukal et le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab.

N. I.

PLF 2020

Jugeant l'impôt sur les biens faible, des députés avancent des amendements

Les membres de la commission des finances et du budget à l'Assemblée populaire nationale (APN) ont proposé, mardi après-midi, lors d'une séance-débat, certains amendements concernant l'impôt sur les biens prévu par le projet de loi de finances 2020 (PLF 2020). Lors d'une réunion présidée par Tarek Tridi, président de la commission, à laquelle a pris part le directeur général (DG) des Impôts, Kamel Aïssani, dans le cadre d'une série de réunions consacrées à l'examen du PLF, la majorité des députés intervenants ont estimé que la valeur de cet impôt était «faible» et «symbolique». Certains députés ont proposé le retour au pourcentage dans le calcul de cet impôt, au lieu de l'adoption d'un montant défini, à l'instar de l'imposition d'un taux de 0,1% sur les biens de moins de 700 millions de dinars, et 1% sur les biens dépassant ce montant. Les recettes recouvrées dans le cadre de cet impôt, selon l'article 27 du PLF, sont réparties à hauteur de 70% au profit du budget de l'Etat et 30% aux communes. C'est dans ce sens que certains membres de la commission ont plaidé pour le versement des 30% aux wilayas

au lieu des APC, du moment qu'il existe des communes, riches, qui peuvent se passer de ces recettes, et d'autres, très pauvres, affirmant que la wilaya, étant bien placée, est mieux informée de la nécessité de chacune de ses communes. Certains intervenants ont même plaidé pour l'exclusion des logements de la liste des biens concernés par cette impôt, estimant que son application sur les biens d'habitation impactera négativement sur les programmes de logement car elle mènera à une réticence des promoteurs privés pour la réalisation d'unités de logements. A ce titre, un député a proposé d'exclure les logements locatifs de l'impôt sur les biens alors qu'un autre a appelé à se concentrer sur les unités industrielles inexploitées lors de la collecte de cet impôt. Bien que tous les intervenants aient salué l'introduction de cet impôt, partant du principe qu'il devrait consacrer la justice sociale et l'égalité entre citoyens, ils ont relevé, en revanche, la difficulté de son application sur le terrain, notamment que le système fiscal algérien est déclaratif, prenant la déclaration du contribuable comme référence de

l'assiette fiscale. De ce fait, l'un des membres de la commission a même estimé «impossible» d'appliquer cet impôt. Par ailleurs, un autre député a proposé d'introduire une définition précise de la signification des biens pour qu'elle soit appliquée sans ambiguïté, tandis que d'autres ont estimé nécessaire de contrôler le marché et de régulariser la situation des biens fonciers indivis en vue de mener à bien la collecte de cet impôt. Commentant ces propositions, Aïssani a indiqué que l'impôt sur les biens n'est rien de nouveau, sachant qu'il a été introduit en 1993, mais son application n'a pas débouché sur de résultats tangibles au vu du faible niveau de sa collecte. Et d'ajouter que sa refonte dans le cadre du PLF 2020 à travers le remplacement du taux par un certain montant, visait à faciliter le calcul de cet impôt et encourager les contribuables à le payer. Aïssani a reconnu aussi que le montant de cet impôt imposé sur «les biens et non sur la fortune» restait faible, ajoutant que l'objectif principale consistait en la concrétisation d'une réforme progressive du système fiscal.

Prise en charge des sans-abris à Alger

Une caravane de solidarité sillonne les rues de la capitale

Une caravane de solidarité au profit des personnes sans-abris a été lancée, lundi à Alger, et devra sillonner l'ensemble des communes de la circonscription administrative de Sidi M'hamed pour distribuer quelques 400 repas complets et proposer des solutions de couchage.

Le coup d'envoi de cette caravane a été donné, lundi, au siège de la Direction de l'action sociale (DAS) de Birkhadem (Alger), en présence de sa directrice et des représentants de la police et de la protection civile ainsi que des membres de l'association «Mechaal Echahid» de la commune de Gué de Constantine et de l'association «Stars de la jeunesse» d'Alger centre qui ont fourni 400 repas chauds et du couchage au profit des sans-abris dans différentes communes de la Capitale. «Cette initiative intervient dans le cadre du projet financé par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme» a indiqué de son côté, la présidente de l'association «Mechaal Echahid» de Gué de Constantine, ajoutant que son association avait bénéficié «d'une enveloppe financière de 400 millions de centimes destinés aux sans domiciles fixes». Pour sa part, le président de l'association «Stars de la jeunesse» d'Alger centre a indiqué que cette opération «a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des SDF et d'aider certains d'entre eux à s'intégrer socialement, avec un accompagnement socio-psychologique». Le chef de service des programmes de développement et de suivi des associations, a, quant à lui, fait savoir que ce projet s'inscrivait dans le cadre de «la nouvelle stratégie du secteur consistant en la décentralisation de l'octroi des aides et de la gestion des aides aux associations». Le projet vise aussi à «fournir aide et hébergement aux SDF en coordination avec les équipes de la protection civile et de la police, les membres d'associations et les établissements chargés de la protection relevant de la tutelle», a-t-il encore ajouté. «Ce projet a été lancé en 2019», a-t-il poursuivi, ajoutant qu'il «est financé par la Caisse de la solidarité nationale qui a consacré une enveloppe de 800 millions de centimes, répartie à deux parts égales sur les deux associations susmentionnées».



15 745 personnes aidées durant l'année 2018 au niveau de la capitale

Il est à signaler que le nombre des sans-abris pris en charge durant l'année 2018 au niveau de la capitale s'est élevé à 15 745 (majoritairement des hommes), âgés de moins de 38 ans, selon le responsable à la DAS, Djamel Ramdani. A ce titre, Ramdani a fait savoir que 85% de ces SDF

étaient âgés entre 24 et 38 ans, 10% entre 50 et 60 ans et 5% de plus de 60 ans. Pour ce qui est de leurs villes natales, le même responsable a affirmé que selon les dernières statistiques de la Direction, 12% étaient issues de la wilaya d'Alger et 88% d'autres wilayas du pays. Un autre bilan arrêté en février 2019 a fait état de la prise en charge de 1590 personnes, âgées entre 20 et 84 ans, en termes de nourriture au niveau de Dar Rahma de Birkhadem.

Mounir A.

• Formation professionnelle

Deux filières d'excellence dans les énergies renouvelables, prochainement à l'INSFP de Oued Aïssi

Deux filières dites d'excellence dans le domaine des énergies renouvelables, seront dispensées à l'Institut national de formation professionnelle (INSFP) de Oued Aïssi (Tizi-Ouzou) à partir de la session février 2020, a indiqué, ce mardi, la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP), dans un communiqué. Il s'agit dans une 1^{ère} étape de «l'efficacité énergétique» et «l'automatisme industriel» qui seront renforcées par d'autres filières en relation avec la formation dans le domaine des énergies renouvelables. Cette formation sera lancée avec le concours de la Fondation Schneider qui contribue avec un appui technique et l'équipement des ateliers mis en place à cet effet au niveau de l'institut», a-t-on précisé de même source. Cette décision a été prise

au terme d'une visite sur site effectuée ce mardi par une délégation composée, entre autres, de représentants du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, de la Fondation Shneider, du directeur du Centre d'excellence de Rouiba, en présence du DFEP et de partenaires économiques, a-t-on ajouté. Lors de cette visite de travail et d'inspection des ateliers devant abriter ces formations, les membres de cette délégation ont débattu avec les partenaires concernés et les formateurs désignés pour assurer les enseignements dans ces deux filières excellence «de tous les aspects (programmes, équipements) liés au lancement de ces filières à Tizi-Ouzou au cours d'une séance de travail», selon le communiqué.

H. H.

• Justice

50 affaires mettant en cause 101 accusés enrôlées

Cinquante affaires mettant en cause 101 accusés sont enrôlées pour la prochaine session criminelle de la cour de Tizi-Ouzou qui s'ouvrira le 3 novembre, a indiqué, ce mardi, le procureur général Abdelkader Amrouche. Tout au long de cette session qui se poursuivra jusqu'au 28 novembre prochain, le tribunal criminel jugera des accusés dans diverses affaires. Il s'agit, notamment, de quatre affaires d'appartenance ou de soutien à des groupes terroristes, de cinq affaires d'atteinte à la l'économie nationale (trafic de billets de banques, détournement de deniers publics, abus de pouvoirs et faux et usage de faux), selon le programme. Deux affaires de trafic d'armes, une affaire de trafic de drogues et une autre de tentative d'enlèvement sont également au programme de cette session. Les 37 affaires restantes sont liées, entre autres, à des atteintes à la pudeur et viol, atteinte aux biens et aux personnes, création de groupes de malfaiteurs et homicide.

Boumerdès

Près de 800 ha de forêt et de végétation brûlés dans plus de 1300 incendies



Près de 800 ha de forêt, de maquis et végétation ont été brûlés dans la wilaya de Boumerdès suite à la déclaration de plus de 1360 foyers d'incendie durant la période allant du 1er juin à la mi-octobre courant, a-t-on appris, ce mercredi, auprès des services de la Protection civile de la wilaya. «Aucune perte en vies humaines n'a été signalée suite à ces incendies, déclarés notamment à cause de la vague de chaleur enregistrée dans la région», a indiqué le chargé de communication auprès de ce corps constitué, le lieutenant Aït Kaci Ahmed. Sur cette superficie brûlée, une surface de plus de 58 ha est représentée par des essences forestières, contre 555 ha de maquis et 130 ha d'herbes sèches. A cela s'ajoutent, selon le même responsable, plus de 11 900 arbres fruitiers, en majorité des oliviers, partis en fumée à la période indiquée. Le même bilan présenté par le lieutenant Aït Kaci fait, également cas de 17 ha de superficie céréa-

lières (blé et orge) brûlées à cause de ces incendies, au même titre que près de 3120 bottes de foin. Les services de la Protection civile de la wilaya de Boumerdès ont enregistré, à la même période, plus de 1600 interventions pour l'extinction d'incendies de forêts, parallèlement à 360 autres pour l'extinction de feux au niveau de maquis et plus de 1100 interventions pour des incendies d'herbes sèches, et enfin une centaine d'interventions au niveau de vergers et récoltes agricoles. Ces interventions ont mobilisé, en tout, plus de 200 agents relevant des différentes unités de la Protection civile de Boumerdès, soutenus par l'unité principale du siège de la wilaya et la nouvelle unité mobile, installée avant la saison estivale, dans la commune de Beni Amrane, outre des camions anti-incendies, des ambulances et autres véhicules de communication, a-t-on ajouté de même source.

Khenchela

20 milliards de dinars pour des centaines de projets au profit des communes de la wilaya

«Une enveloppe financière de 20 milliards de dinars a été consacrée pour la réalisation de plusieurs projets de développement dans les communes de la wilaya de Khenchela» a affirmé le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Salah Eddine Dahmoune, mardi soir, lors d'une rencontre avec la société civile qui s'est tenue au siège de la wilaya.

Le ministre a annoncé l'octroi de 20 milliards de dinars pour le financement de projets divers de développement au profit de la population de la wilaya. Ce montant dégagé du Fonds de garantie et solidarité des collectivités locales financera la réalisation de projets d'équipements et d'investissement dans le cadre local ou intercommunal, a ajouté Dahmoune qui a rappelé que la wilaya a bénéficié durant 2018 et 2019 d'une enveloppe financière de 16 milliards de dinars pour divers projets, notamment de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz. Le premier responsable a également promis à l'occasion de soumettre au ministre des Travaux Publics et des Transports la préoccupation relative à la réalisation d'une route à double voie reliant la wilaya de Khenchela à celle de Batna sur un tronçon de 74 km puis à l'autoroute Est-Ouest. Il a également affirmé qu'il transmettra au Premier ministre le dossier de desserte de la wilaya de Khenchela par le réseau ferroviaire et a affirmé qu'une enveloppe financière de 5 milliards de dinars sera accordée à l'aménagement des lotisse-

ments sociaux à travers les communes de la wilaya. Il a également fait état de l'octroi d'une enveloppe financière de 8 milliards de dinars pour le redressement du secteur des ressources en eau dans la wilaya par l'inscription d'un projet de barrage dans la commune d'El Ouldja, du barrage de Mellague à Bouhama et la programmation de la réalisation de 4 stations d'épuration des eaux usées et la réhabilitation du réseau de distribution d'eau potable du chef-lieu de wilaya. Aussi, 1,2 milliard de dinars seront en outre accordés «début 2020» à la wilaya pour l'exécution des projets proposés pour le renforcement du réseau de chemins communaux de la wilaya, a indiqué le ministre qui a assuré avoir donné son accord pour le déblocage de 120 millions de dinars pour la réhabilitation et l'extension des gradins du stade Hamam Amar du chef-lieu de wilaya. Le ministre a conclu en affirmant que la mobilisation d'une enveloppe financière de 2 milliards de dinars pour les divers projets a pour objectif d'améliorer le cadre de vie de la population de la wilaya. **Hachouf M.**



Mila

L'impact de l'implication du secteur privé dans l'industrie pharmaceutique dévoilé

La production des médicaments en Algérie a enregistré une «nette évolution» au cours des dernières années, ont estimé, mardi, des universitaires spécialistes en économie, lors d'une rencontre sur «les économies de la production des médicaments en Algérie», organisée au centre universitaire, Abdelhafid-Boussouf de Mila. S'exprimant au cours de son intervention intitulée «l'évolution de la politique adoptée par l'Algérie pour la promotion de la production des médicaments», le Dr Moufida Fertagui, de l'université Abdelhamid-Mehri (Constantine 2), a affirmé que l'Algérie a connu un développement important dans ce domaine depuis l'année 2008, notamment après l'implication du secteur privé dans l'industrie pharmaceutique. La fabrication des médicaments doit être régie par un cadre juridique offrant davantage de facilités aux producteurs, ainsi que de contrôler et de transférer les nouvelles technologies en accordant une attention particulière à la formation et à l'accompagnement des diplômés de cette spécialité, a également précisé, le Dr Fertagui. De son côté, le président

de cette rencontre, le Dr Hamza Remli, a souligné l'importance du thème de cette journée d'étude, organisée par le centre universitaire de Mila depuis les trois dernières années, mettant l'accent sur l'évaluation du potentiel algérien dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, qui a permis de réaliser des progrès importants, notamment en termes d'infrastructures et de l'introduction de nouveaux produits ce qui a contribué à élever les types de médicaments produits en Algérie après l'augmentation du nombre de sociétés productrices. Le Dr Remli, a également insisté sur l'importance de développer davantage les stratégies spécifiques à ce secteur en vue d'atteindre un taux de production nationale de 70%, ce qui permettra d'alléger la facture de l'importation de médicaments. Au cours des travaux de cette rencontre, quelque 100 spécialistes, entre universitaires et pharmaciens ont présenté 149 communications et animé six ateliers portant sur 49 thèmes.

Université Chadli-Bendjedid d'El Tarf Introduction d'une nouvelle spécialité en master mathématiques

Une nouvelle spécialité dédiée au master mathématiques a été introduite, pour l'année universitaire 2019-2020, à l'université Chadli-Bendjedid d'El Tarf, a indiqué, mardi, le recteur, Abdelmalek Bechkhaznadj. Cette nouvelle spécialité s'ajoute aux trois autres nouvelles spécialités consacrées au doctorat, a précisé le recteur, en marge de l'ouverture officielle de l'année universitaire 2019-2020. Il s'agit, a-t-il ajouté dans ce contexte, des sciences économiques, des sciences sociales et des sciences vétérinaires. Bechkhaznadj a également précisé que pour l'année universitaire en cours, sept nouveaux enseignants chercheurs (des maîtres assistants) ont rejoint le staff des encadreurs de cet établissement universitaire qui totalise, cette année, 416 enseignants, tous grades confondus.

L'université d'El Tarf a enregistré, cette année, un engouement particulier des étudiants pour sept filières, parmi lesquelles il a cité celles des sciences économiques, le droit, les sciences sociales et la langue anglaise. Le choix des nouveaux bacheliers est justifié, a-t-on noté, par les opportunités diverses offertes par ces spécialités dans le marché de l'emploi. Lors de la cérémonie d'ouverture de la nouvelle rentrée universitaire, 12 majors de promotion ainsi que 17 enseignants dont cinq promus au rang de professeurs des universités ont été honorés. L'université Chadli-Bendjedid accueille pour l'année pédagogique en cours près de 6900 étudiants dont un millier de nouveaux inscrits, à travers 7 facultés englobant une quinzaine de départements.

Batna

Forte affluence au Salon du miel et des produits de la ruche

Le Salon du miel et des produits de la ruche, ouvert dans la ville de Batna le 19 du mois en cours, enregistre une forte affluence des visiteurs, a-t-on constaté. En dépit des prix de ce produit agricole fixés entre, 4.000 et 5.000 DA/kg, les produits proposés, connaissent un véritable engouement appuyé, notamment par l'organisation de cette manifestation à la place de la Liberté, sise au chef-lieu de wilaya. Initiée par le conseil de wilaya interprofessionnel de la filière apicole, cette nouvelle édition qui devra se poursuivre jusqu'au 29 octobre prochain, a été marquée par l'exposition à la vente d'une dizaine de types de miel naturel en plus des produits de la ruche à multiples avantages. L'initiative vise principalement «à faire connaître les variétés du miel produites à l'échelle locale appréciées par les connaisseurs du miel, telles que le miel noir, le miel blanc, le miel de jujubier, le miel de romarin et d'autres espèces qui tirent leur renommée

de variétés de plantes les plus répandues dans la région des Aurès, notamment les plantes aromatiques», a précisé à l'APS le président local du conseil interprofessionnel de cette filière, Tarek Bendrihem. 17 apiculteurs de plusieurs communes de la wilaya participent au Salon du miel et des produits de la ruche de l'année 2019 dont la localité de Barika, où ce genre d'activités n'existait pas il y a quelques années en raison du climat caractérisé par des températures élevées tout au long de l'année, défavorable à l'activité apicole. Le secteur agricole dans la wilaya de Batna qui a réalisé durant l'année précédente une production de 3218 quintaux du miel avec 5 kg par ruche, dispose pendant cette période de 73 103 ruches, selon les dernières statistiques établies par la Direction des services agricoles.

Youcef B.

Annaba L'e-paiement et les prestations de service innovantes mis en avant

La généralisation du système de paiement électronique (e-paiement) et le lancement de prestations de service innovantes au profit des citoyens ont constitué les principaux thèmes d'une rencontre régionale d'information et de formation organisée mardi à Annaba par la Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance (CAAR), «qui s'oriente à travers les produits d'assurances innovants vers l'adoption des nouvelles technologies et les systèmes de numérisation pour améliorer davantage les prestations dédiées aux citoyens et aux clients», a précisé le président-directeur général (PDG) de la CAAR, Djamel Kassili, au cours de la rencontre à laquelle ont pris part des cadres centraux de l'entreprise, des opérateurs économiques et des clients. En plus de l'élargissement du réseau du paiement électronique touchant actuellement 40 agences dépendant de la CAAR désormais équipé en terminal de e-paiement, cette campagne se dirige vers la généralisation du système e-paiement à travers l'ensemble du réseau des agences locales et l'intégration d'autres techniques sécurisées de paiement à distance, a-t-on noté. Par ailleurs, la CAAR œuvre à diversifier les services destinés aux citoyens et en rapport direct avec le quotidien des citoyens comme les assurances liées au logement qui offrent aux assurés le service d'intervention rapide pour la réparation du réseau de plomberie, d'électricité et autres services relatifs à l'assurance du logement. Les travaux de cette rencontre régionale se sont déroulés sous forme de débats ouverts touchant des aspects scientifiques et techniques en rapport avec les assurances sur les grandes catastrophes, assurance transport et autres garanties supplémentaires pour l'assurance automobile en plus des assurances sur les personnes.

1^e édition du camp écologique responsable à Tissemsilt Elle débutera aujourd'hui au parc El Medad

Une première édition du camp écologique responsable s'ouvrira jeudi prochain au parc national des cèdres d'El Medad dans la commune de Theniet El Had (Tissemsilt), a-t-on appris, ce mardi, des organisateurs.

Initiée par la maison du parc en collaboration avec la conservation des forêts, d'associations versées dans l'environnement de Theniet El Had et la direction de la jeunesse et des sports à l'occasion de la célébration de la journée nationale de l'arbre, la manifestation prévoit la présence d'adhérents d'associations écologiques et de jeunes amateurs de la nature, du camping, de randonneurs et de photographes de plusieurs wilayas, a indiqué le directeur du parc, Mohamed Maarif. Le programme de cette manifestation écologique de trois jours comporte des rencontres de sensibilisation sur les caractéristiques et atouts naturels et climatiques de la forêt El Medad et les règles et conditions de camping au sein de ce site naturel et un cours pédagogique sur la plantation d'espèces végétales dans un espace boisé. Un atelier pratique sur la photographie de paysages naturels sera organisé au profit d'amateurs, de même qu'un autre sur les premiers secours au sein de cet espace encadré par des agents de la protection civile et une randonnée pédestre dans la forêt d'El Medad et le point de Ras Brarit. En outre, une action de reboisement de plants de cèdres d'Atlas au sien du parc est prévue et sera suivie d'activités écologiques et de sensibilisation en direction des participants et visiteurs de la forêt.

Lehouari K.



• Cancer du col utérin

Le Pr. Chafi, chef de pôle de maternité à l'EHU d'Oran appelle à la nécessité du dépistage



«Le frottis reste le meilleur moyen pour lutter contre le cancer de l'utérus en attendant l'introduction dans les quelques années à venir du vaccin contre le HPV, le virus qui cause cette maladie», indique le Pr. Chafi, chef de pôle de maternité à l'EHU d'Oran. Selon ce spécialiste, le vaccin contre le HPV que l'Algérie «ne devra pas tarder à introduire dans le calendrier de vaccination est en mesure d'éradiquer le cancer du col de l'utérus».

En attendant, dit-il, «il faut axer la lutte contre ce cancer sur la sensibilisation des femmes et sur la nécessité de faire un frottis toutes les deux années». Le frottis est un geste médical consistant à prélever des cellules superficielles par un léger frottement à l'aide d'une petite brosse, d'une spatule ou encore d'un coton-tige spécial. Ce genre d'examen est assuré dans les services gynécologiques des établissements de santé

publique comme chez les gynécologues privés. Le frottis le plus courant est le frottis cervico-vaginal, explique-t-on, ajoutant qu'il s'agit d'un examen gynécologique qui consiste à prélever des cellules du col de l'utérus et à les observer au microscope afin d'en analyser l'aspect dans le but de détecter un cancer ou des lésions précancéreuses. «Plus les lésions sont découvertes tôt, plus les chances de guérison augmentent», explique le Pr Chafi, ajoutant que toute femme ayant une activité sexuelle devra effectuer cet examen. S'agissant de la vaccination contre le HPV, le Pr Chafi indique qu'il est question de l'introduire dans le calendrier de vaccination touchant les enfants des deux sexes, «car l'homme, même s'il n'est pas affecté par ce virus, est responsable de sa transmission à la femme, par le biais de rapports sexuels.» En tant que spécialiste, le Pr Chafi soutient la démarche de l'Algérie de «ne pas se précipiter pour l'acquisition du vaccin», car le recul, selon lui, «permet de relever et de constater ses résultats dans d'autres pays».

Par ailleurs, le vaccin évolue, alors qu'il a démarré avec deux virus, il est à plus d'une dizaine actuellement. «Le fait d'attendre, nous permettra d'avoir des vaccins à de moindre coûts et qui donnent l'immunité contre un grand nombre de virus HPV», souligne-t-il.

• Pour non conformité aux normes de fabrication Fermeture d'une usine de produits alimentaires

Les services de la direction du commerce de la wilaya d'Oran ont décidé de la fermeture d'une usine de produits alimentaires sise à Aïn Beïda dans la daïra d'Es Senia pour non conformité aux normes dans la fabrication de la farine sans gluten de marque «ETIA», a-t-on appris mercredi d'une source responsable de cette administration. Un procès verbal de fermeture de cette usine de fabrication de produits alimentaires a été établi par les services concernés pour une infraction liée à la mauvaise qualité de la farine du gluten fabriquée et mise sur le marché et une procédure judiciaire à l'encontre du contrevenant pour d'autres infractions relatives notamment à l'hygiène et l'étiquetage a été entamée, a indiqué la cheffe de service répression des fraudes et protection du consommateur à la direction du commerce de la wilaya d'Oran. Malika Staali a signalé que 504 boîtes de farine sans gluten de 800 g chacune de marque «ETIA», fabriquée par cette usine, ont été saisies et retirées du marché. Une décision de retrait de la farine sans gluten «ETIA a été prononcée après analyses micro-biologiques sur des échantillons de ce produit mis sur le marché confirmant une avarie (moisissure), par le laboratoire de la police scientifique. Selon la même source, cette opération de contrôle menée conjointement avec les services de police s'est soldée par la saisie de 2898 kg de produits alimentaires impropres à la consommation d'une valeur totale de 1,2 millions de dinars. Il s'agit, outre la farine sans gluten, d'autres produits dont du riz blanc, du maïs en poudre et du sucre, également impropres à la consommation, a-t-on souligné.

L. K.

Tlemcen

L'universitaire Nadia Aïssaoui obtient le prix de recherche doctorale «Mustapha Djafour»

L'universitaire Nadia Aïssaoui, de la faculté des sciences de la vie, de la terre et de la nature de l'université de Tlemcen a remporté, mercredi le prix «Mustapha Djafour» pour sa thèse de doctorat (2018-2019) intitulée «la production de composés anti microbiens à partir de bactéries Bacillus likirnofus de Hammam Dbagh (Guelma)».

La jeune docteure a présenté devant un jury composé de professeurs universitaires pluridisciplinaires, son travail de recherche qui lui a permis, a-t-elle expliqué de découvrir un complexe moléculaire ayant une action anti microbienne bénéfique pour les êtres humains. Un délai de trois minutes a été accordé à cette universitaire ainsi qu'aux sept autres candidats issus des diverses facultés, pour présenter leurs travaux et briguer le prix «Mustapha Djafour», du nom du défunt recteur de l'université de Tlemcen disparu il y a un an. Les critères du jury ont porté sur l'impact socio-économique du travail de recherche, son originalité

ainsi que sur la bonne communication, a expliqué le Pr. Ghouali Noureddine, président de l'association «Mustapha Djafour» organisatrice de la première édition du prix avec l'université Abou Bakr Belkaid. Cette association, née en juillet 2019 après le décès du Pr Mustapha Djafour, compte par le biais de son programme, selon son président, valoriser les recherches doctorales dans tous les domaines ayant un impact important sur le secteur socio-économique, récompenser les meilleures thèses soutenues à l'université de Tlemcen, promouvoir les recherches doctorales auprès des acteurs socio-économiques et à renforcer enfin, les relations de partenariat entre les milieux professionnels et l'université. La cérémonie de remise de ce premier prix universitaire, doté d'un montant de 500.000 DA, s'est déroulée à l'auditorium de la faculté de biologie, en présence du recteur de l'université de Tlemcen, des enseignants et d'un grand nombre d'étudiants et d'étudiantes.



Peste des petits ruminants

1,4 million de têtes du bétail vaccinées à El Bayadh

Quelque 1,4 million de têtes du bétail (ovin et caprin) ont été vaccinées contre la peste des petits ruminants cette année dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris des services vétérinaires de la wilaya.

La campagne de vaccination a été lancée au début de l'année en cours et s'est achevée dernièrement touchant toutes les communes de la wilaya. Un nombre important de vétérinaires du secteur public et privé a été mobilisé pour cette opération où 1,8 million de doses de vaccins ont été mis à leur disposition, a-t-on indiqué. Une campagne de vaccination de rattrapage sera lancée ultérieurement pour toucher d'autres têtes du cheptel, surtout que la wilaya recense plus de 2 millions de têtes ovines répartis sur 17 000 éleveurs. Cette campagne a été précédée par celle de vaccination de 12 000 têtes bovines contre la

brucellose. Il est prévu la programmation d'une campagne de rattrapage ciblant un nombre supplémentaire de bovins.

Les services vétérinaires ont fourni 18 000 doses de vaccins contre cette zoonose sachant que la wilaya dispose de 23 000 têtes bovines. Parallèlement à la campagne de vaccination, les vétérinaires mobilisés mènent une opération de sensibilisation des éleveurs et maquignons sur les zoonoses et les méthodes de prévention et de traitement. En outre, les services vétérinaires effectuent des sorties périodiques de contrôle au niveau des marchés de bestiaux de la wilaya, notamment ceux d'El Bayadh et de Bougtob.



Phœniciculture à El Bayadh

Production de plus de 32 000 quintaux de dattes prévue à l'oasis de Brizina

Une production de plus de 32 000 quintaux de dattes est attendue à l'oasis de Brizina (sud de la wilaya d'El Bayadh), a-t-on appris, ce mercredi, du chef de la subdivision agricole par intérim de Brizina. La cueillette de dattes a commencé dernièrement au niveau de l'oasis s'étendant sur une superficie de 172 hectares et disposant de 22 000 palmiers dont 8000 productifs, a indiqué Laradj Tedjini, soulignant que la production devra augmenter cette campagne de 8000 q par rapport à la campagne écoulée (24

000 q seulement avec un rendement de 40 kg par palmier). La même source a justifié cette hausse par la canicule ayant sévi dans la région contribuant à la maturité des dattes. L'oasis de Brizina est réputée pour la production de 6 variétés de dattes, à savoir «Djouhar», «Tadalet», «Hamraya», «El Ghars», «Degla Beïda» et Kherbouche.

Cette production est écoulée dans les marchés locaux faute de chambres froides pour stocker le produit et le commercialiser hors wilaya. Pour la réhabilitation de l'oasis,

quelque 4000 palmiers ont été plantés en 2017 dans le cadre du programme établi par le commissariat au développement de la culture saharienne basé à Ouargla. Ce programme a permis aussi l'extension du réseau d'irrigation de cette oasis sur 7000 m, en attendant d'autres programmes à l'avenir. Le manque de main d'œuvre spécialisée en cueillette de dattes et de moyens techniques constitue une entrave pour le développement de cette culture et l'augmentation de la production, a-t-on souligné.

Biskra

1400 nouveaux logements de type location vente attribués avant fin 2019

Les clés de 1400 nouveaux logements de type location vente réalisés dans la wilaya de Biskra par l'Agence nationale d'amélioration et du développement de logement (AADL), seront attribuées à leurs bénéficiaires avant la fin de l'année 2019, a indiqué, ce mercredi, le wali Ahmed Keroum. Dans une déclaration, le wali de Biskra a précisé que l'opération concernera dans une 1^{ère} étape et à l'occasion de la célébration du 65^e anniversaire déclenchement de la Guerre de Libération nationale, la réception de 400 unités dont les travaux de construction et de raccordement aux réseaux divers ont été par-

achevés. Il sera également procédé, a ajouté dans ce même contexte le même responsable, à la réception d'un total de 1000 habitations de ce même segment d'habitat (AADL) à la nouvelle zone d'extension urbaine sise au chef-lieu de wilaya, soulignant que le taux d'avancement des travaux de ce chantier avoisine 70%. Aussi, dans le cadre des efforts visant la relance du projet de réalisation de 800 logements AADL affectés au bénéfice du nouveau pôle urbain, une nouvelle entreprise spécialisée dans ce domaine a été désignée pour la reprise, durant les tout prochains jours, des travaux

interrompus depuis une période, a affirmé la même responsable. La wilaya de Biskra a bénéficié récemment de la réalisation d'un autre quota de 600 unités de ce même type de logement. Des orientations relatives à la sélection de terrain devant abriter ce projet à la nouvelle zone d'extension urbaine, ont été prodiguées aux services techniques, a révélé Keroum. L'ensemble des quotas d'habitation qui sera réceptionné, permettra de soutenir le parc d'habitat à l'échelle locale et de répondre progressivement aux demandes des citoyens en la matière, a signalé le chef de l'exécutif.

● Réception «avant la fin de l'année en cours» de 4 nouveaux bureaux de poste

Quatre nouveaux bureaux de poste seront réceptionnés «avant la fin de l'année en cours» dans plusieurs localités de la wilaya de Biskra, a annoncé, ce mercredi, le directeur d'Algérie Poste. Ces infrastructures, qui permettront de rapprocher les prestations d'Algérie Poste des clients, «affichent des taux d'avancement divers», a indiqué, Mokhtar Ghalmi, citant entre autres un bureau de poste réalisé à la cité des Moudjahidine au chef-lieu de wilaya, et qui sera mis en service durant «les prochains jours». Les autres structures sont implantées au village «Ouled Saïd» (commune de Branis) et au village «Beni Souik» (commune de Djemoura), ainsi qu'à «Hassi Smara» (commune de Ras El Miaâd), a fait savoir la même source.

En plus de la réalisation d'un bureau de poste dans la cité 1000-Logements, un projet d'aménagement et d'équipement d'une infra-

structure similaire dans la localité Ouest du chef-lieu de wilaya sera «bientôt» lancé en travaux, dans le cadre de l'élargissement du réseau des bureaux de poste notamment dans les localités, où un déficit est signalé, a indiqué Ghalmi. Inscrits au profit de la wilaya de Biskra dans le cadre d'une convention avec l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), ces deux projets seront réceptionnés au cours du premier semestre de l'année 2020, a annoncé le même responsable. Ces structures sont susceptibles d'améliorer les conditions d'accueil ainsi que la qualité des prestations fournies et permettront de répondre aux demandes des clients d'Algérie poste, en particulier ceux des zones d'extension urbaines et des localités éloignées, a-t-on signalé de même source.

Kadiro F.

Adrar 9 blessés dans un accident de la circulation à Fenoughil

Neuf personnes ont été blessées suite à un accident de la circulation survenu mardi au niveau d'une route non classée dans la région d'Oued Zine (85 km à l'Est de la commune de Fenoughil) au sud d'Adrar, a-t-on appris auprès des services de la Gendarmerie d'Adrar. L'accident s'est produit suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs et un Bulldozer, lorsque le chauffeur du bus qui n'avait pas respecté les panneaux de signalisation limitant la vitesse et autres panneaux indiquant la sortie d'engins a été obligé de freiner brusquement dès la vue du Bulldozer provoquant des blessures à 9 passagers, a-t-on indiqué. Les agents de la Protection civile sont intervenus aussitôt pour assurer des soins sur place aux blessés, avant leur évacuation à l'hôpital Ibn Sina d'Adrar.

K. F.

Electronic Arts dit non au racisme avec FIFA 20



Le nouveau FIFA de l'éditeur américain Electronic Arts fait la promotion de la campagne No Room for Racism. Durant le récent match entre la Bulgarie et l'Angleterre pour les éliminatoires du prochain championnat d'Europe des Nations, deux événements ont entaché cette opposition qui a vu les Three Lions s'imposer par 6 buts à zéro : des cris de singes et des saluts nazis en tribunes. Ces derniers venaient de plusieurs supporters bulgares. Ces graves incidents ont alors relancé les campagnes de sensibilisation contre le racisme comme No Room For Racism de la Premier League. Celle-ci réitère sa position statuant qu'aucune forme de discrimination ne sera tolérée, dans l'ensemble du monde du football. Les joueurs de FIFA 20 pourront obtenir, d'ici les prochains mois, une nouvelle tenue FUT, un nouveau blason et un nouveau tifo aux couleurs de la campagne No Room For

Racism. Le défenseur Virgil Van Dijk de Liverpool FC et l'attaquant Tammy Abraham de Chelsea FC se sont d'ailleurs exprimés sur le sujet. L'un explique que : «Le football est fait pour tous et toutes. Quand ce principe est remis en question, nous devons oublier la couleur de nos maillots et montrer tous ensemble qu'il n'y a pas de place pour le racisme au sein du football et de la société. Le soutien d'EA Sports à la campagne No Room For Racism de la Premier League en est un vrai symbole», tandis que l'autre ajoute : «No Room For Racism est une initiative portant sur l'éducation mais également pratiquant une politique de tolérance zéro envers toute forme de discrimination. FIFA est dans une position unique lui permettant de toucher des millions de fans et d'influencer la vision de générations futures, ce qui me rend fier de pouvoir soutenir cette initiative avec la Premier League.»

La dernière mise à jour en date fait planter certains Google Home et Home Mini

Voilà qui est très fâcheux. Si l'on ne peut que féliciter Google pour les mises à jour régulières de ses appareils Google Home, la dernière en date vient faire planter totalement certains appareils. Privant ainsi les utilisateurs de l'Assistant dans leur maison.

Si vous avez un Google Home ou un Google Home Mini, vous devriez vous poser la question de savoir si vous avez vraiment besoin, aujourd'hui, des mises à jour automatiques du firmware. Pourquoi ? Selon plusieurs rapports, il semblerait qu'une mise à jour du firmware des Home et Home Mini puisse rendre certains appareils totalement inutilisables. Et pire encore, Google ne serait actuellement d'aucune aide si d'aventure cela venait être votre cas. Le problème court depuis un

certain temps maintenant, des possesseurs de Google Home ou Google Home Mini rapportent avoir découvert, à leur plus grand malheur, que leur enceinte intelligente est devenue complètement inutilisable.

Celle-ci affiche ses quatre LED colorées allumées mais elles ne réagissent à rien.

Une mise à jour qui vient faire planter totalement un appareil, cela est malheureusement assez fréquent, trop fréquent, et tous nos appareils électroniques peuvent être vulnérables. Dans le cas qui nous intéresse aujourd'hui, pour certains rares utilisateurs, il a été possible de récupérer l'appareil en le débranchant et le rebranchant. Dans la majorité des cas, si l'on en croit les rapports, les utilisateurs se retrouvent avec un

appareil devenu totalement inutilisable. Même un reset d'usine ne permettant pas de résoudre le problème. Et comme si cela ne suffisait pas, certains utilisateurs se plaignent que Google refuse de remplacer leurs appareils inutilisables lorsqu'ils ne sont plus sous garantie, même s'il y a actuellement de grandes chances que la faute incombe au géant de Mountain View. Un spécialiste de la communauté Google écrivait sur les forums que «l'équipe mène son enquête, tentant notamment d'identifier précisément la cause du problème puisque tous les appareils Google Home ne sont pas affectés». Cela étant dit, le message en question date du 28 Septembre et aucune solution ne semble avoir été trouvée depuis.



Le Huawei Mate X lancé le mois prochain en Chine à 2 150 euros

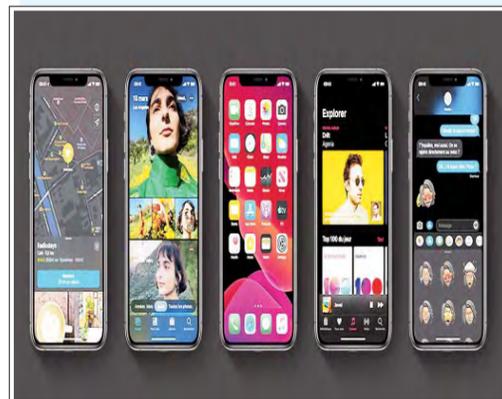


Samsung a du souci à se faire dans le segment ultra-premium des smartphones pliables avec la commercialisation de son premier concurrent, le Huawei Mate X. Le Huawei Mate X, s'il ne sera pas le premier smartphone pliable commercialisé au monde, reste un mobile exceptionnel dans sa conception et son design. S'il est très attendu, ne serait-ce que comme objet de curiosité, il a également été repoussé maintes et maintes fois : annoncé pour le mois d'août, puis pour le mois de septembre, les

dernières rumeurs s'accordaient à dire qu'en novembre, au mieux, il serait commercialisé. The Verge rapporte que Huawei a annoncé la commercialisation officielle de son smartphone pour le mois de novembre, le 15 précisément à 16,999 yuan ou 2155 € tout de même. A ce prix, le Mate X propose une fiche technique dernier-cri à base d'un processeur maison Kirin 980, d'un modem Barong 5000 qui lui permet d'assurer la compatibilité avec le réseau 5G, de 8 Go de RAM et de 512 Go d'espace disque. Le mobile

s'appuie en outre sur une batterie de 4500 mA/h qui serait rechargeable à 85% de sa capacité en seulement 30 minutes grâce à une recharge rapide 55W. Une fois déplié, le smartphone offre une diagonale de 8 pouces, et fermé c'est un écran frontal de 6,6 pouces qui attend l'utilisateur ainsi qu'un second de 6,38 pouces. Contrairement au Samsung Galaxy Fold, le téléphone ne s'ouvre pas comme un livre, mais se déploie de l'extérieur vers l'intérieur, exposant ses deux écrans. Samsung a beaucoup travaillé sur la protection de son smartphone, qui emporte peut-être une couche de plastique, mais reste protégé des agressions extérieures dues à l'usure, les rayures ou à la poussière. Le Mate X en revanche aura ses deux faces constamment exposées aux aléas du quotidien. Il n'est pas certain cependant que cela entame chez les curieux le désir de posséder le smartphone. À ce jour, Huawei a d'ores et déjà vendu 200 millions de mobiles, atteignant ainsi le même palier que l'an passé mais 64 jours plus tôt.

iOS 13 : Le mode sombre est bien plus économe



Des tests effectués par un robot sur deux iPhone sur une période de 7h30 montrent tout l'intérêt de l'écran OLED de l'iPhone 11, qui gagne nettement en économie. Le dark mode a été apporté aux ordinateurs Apple depuis macOS Mojave (10.14) mais n'avait pas encore pu apparaître sur les mobiles de la firme à la pomme avant la commercialisation des iPhone 11, 11 Pro et 11 Pro Max. Leur lancement signifiait en effet la sortie d'une nouvelle version du système

d'exploitation mobile iOS, qui est en version 13 depuis le mois de septembre. Si la mise à jour avait comme objectif premier de lutter contre la collecte des données et la défense de la confidentialité de l'utilisateur, Apple n'a pas oublié non plus d'y joindre le Mode Sombre, réclamé par les utilisateurs, mais qui devait attendre d'être compatible avec les applications d'Apple et les apps tierces. Si l'on sait que l'écran OLED des iPhone est moins énergivore qu'un écran IPS LCD lorsque des pixels sont noirs, ceux-ci étant véritablement éteints, on ne pouvait se douter de l'impact réel du dark mode sur les derniers appareils de la firme. Un test de PhoneBuff relayé par 9to5mac présente des résultats très concluants sur un iPhone XS Max. Pour réaliser ce test, le site a utilisé un bras robotisé pour exécuter des actions sur l'écran du téléphone calibré à une luminosité de 200 nits jusqu'à ce qu'un des mobiles ait sa batterie épuisée. Le 1^{er} à avoir jeté l'éponge est l'iPhone en mode standard, qui atteint 7h33 d'utilisation avant de s'éteindre. Au même moment, l'iPhone en mode sombre conserve toujours 30% d'autonomie. PhoneBuff en profite pour mentionner que les autres smartphones équipés d'un mode sombre avec iOS 13 ou Android 10 devraient présenter des gains similaires. Ainsi outre les iPhone 11 Pro et Pro Max, l'iPhone XS et XS Max, l'iPhone X, les Samsung Galaxy S10 et Note 10, les Google Pixel 3 et 4 (et leurs versions XL), les OnePlus 7 et 7T et les Huawei P30 et Mate 20 sont susceptibles d'afficher une économie proche.

Le sommeil serait la solution à certains de vos problèmes

Il se pourrait que les scientifiques se soient inspirés directement d'un dicton anglais : «sleep on it» (dort dessus, littéralement) qui pourrait se traduire plus ou moins par «le sommeil porte conseil». Les chercheurs ne se doutaient pas à quel point. Dans une étude publiée dans la revue Psychological Science la scientifique Kristin Sanders de la Northwestern University à Chicago (États-Unis) s'est penchée sur le rôle de la musique dans la résolution de problèmes, le tout durant le sommeil. La chercheuse a fait appel à 57 étudiants afin de participer à l'étude qui a duré trois jours et deux nuits. Durant le premier jour, les participants ont dû résoudre une suite d'exercices spatiaux et verbaux particulièrement compliqués. En tout, ce sont 42 «puzzles» qui ont été présentés aux participants, chaque problème était associé avec un clip audio. Les scientifiques ont encouragé les étudiants à la fois à résoudre les problèmes, mais aussi à mémoriser les sons associés à chaque problème.

Les participants ont ensuite dormi avec un appareil permettant de surveiller leur cycle de sommeil et leur diffusait un bruit associé à un problème à chaque fois qu'un participant entrait dans une phase de sommeil paradoxal. C'est la phase du sommeil où l'on rêve et où le cerveau organise les souvenirs de ce qui nous est arrivé durant la journée. Le lendemain, les participants ont essayé de résoudre les problèmes qu'ils n'avaient pas réussi la veille. Puis le même processus a eu lieu durant la deuxième nuit, et les étudiants ont ensuite retenté l'expérience avec les problèmes. Les chercheurs ont constaté que les étudiants étaient susceptibles à 55% de réussir à résoudre un problème du deuxième coup quand le clip audio avait été passé dans leur sommeil. Les effets ont été constatés à la fois sur des problèmes spatiaux et des problèmes verbaux. Alors la prochaine fois qu'un problème épineux vous tracasse... Faites un somme !



Moon breathing : la technique infallible qui permettrait de s'endormir en quelques minutes



Insomniaque, vous pensiez avoir déjà tout essayé pour réussir à vous endormir rapidement ? Mais avez-vous déjà entendu parler du «moon breathing» ou «respiration lunaire» en français ? D'après Glamour UK, cette technique japonaise est issue de la méthode Kaizen qui vise à améliorer la qualité de vie et à éliminer toutes les mauvaises

habitudes. Sarah Harvey en vante notamment les mérites dans son livre Kaizen : The Japanese Method for Transforming Habits. Elle écrit : «pour toutes ces fois où vous n'arrivez pas à dormir, je vais vous partager un exercice de respiration tout simple qui m'a beaucoup aidé quand je me réveillais d'un coup à 3h du matin avec des

pensées insensées plein la tête». Le moon breathing est en fait une technique plébiscitée par les yogis qu'ils nomment aussi chandra bhedana, utile pour réussir à se calmer, s'apaiser et à trouver le sommeil. Le principe est simple et consiste à respirer uniquement par la narine gauche, tout simplement parce que le système nerveux serait attribué au côté gauche de notre corps. Une fois allongé dans votre lit, il suffit de fermer les yeux et d'appuyer sur sa narine droite avec son pouce droit, pendant ce temps inspirez et expirez par la narine gauche en répétant l'opération à plusieurs reprises, au bout de quelques minutes vous devriez déjà tomber dans un sommeil profond. Une autre variante, qui se révélerait aussi particulièrement efficace pour se détendre en cas de stress ou d'anxiété, consisterait à effectuer la même technique mais de façon alternée sur les deux narines. Il ne vous reste plus qu'à essayer.

Les régimes riches en produits laitiers augmentent les risques de cancer de la prostate

Les régimes riches en produits laitiers sont liés à un plus grand risque de cancer de la prostate. Des chercheurs ont passé en revue 47 études publiées depuis 2006 et qui comprenaient plus d'un million de participants afin de mieux comprendre les liens entre cancer de la prostate, et les régimes à base de plantes ou de produits animaliers. Ils ont ainsi découvert qu'une grande consommation de produits laitiers, tels que le lait et le fromage, est liée à un risque accru de cancer de la prostate, qui affecte en général les hommes âgés de plus de 50 ans. «Notre étude met en lumière une vraie raison de s'inquiéter de la forte consommation de produits laitiers, explique le Dr John Shin, oncologue à la Mayo Clinic. Ces découvertes soutiennent en outre que



les bienfaits potentiels des régimes à base de plantes sont importants.» Il n'y a par contre pas de lien clair entre ce risque accru et d'autres produits animaliers, tels que les viandes rouges et blanches ou le poisson. Mais les chercheurs ont identifié un risque décliné de cancer de la prostate lié aux régimes à base de

plantes. Le docteur Shin et son équipe veulent maintenant mener leur recherche plus en avant. En outre, les produits laitiers sont les plus grosses sources de calcium dans les pays occidentaux, où l'on trouve beaucoup plus de cancers de la prostate qu'en Asie, où la consommation de produits laitiers est plus basse.

Embolie pulmonaire : symptômes, causes et traitement

L'embolie pulmonaire est une obstruction partielle ou totale d'une artère pulmonaire par un caillot de sang. Le caillot se forme au cours d'une phlébite ou thrombose veineuse, généralement au niveau des jambes. Lorsque le caillot se détache de la paroi de la veine, il remonte avec le sang dans la circulation veineuse vers le cœur. Or, quand ce dernier se contracte, il envoie le sang, et donc le caillot, dans les artères pulmonaires de plus en plus fines, jusqu'à ce qu'il reste bloqué, c'est l'embolie pulmonaire.

Symptômes de l'embolie pulmonaire

Les symptômes ne sont pas typiques et peuvent varier d'une personne à l'autre et selon la gravité de l'atteinte. En cas d'apparition brutale, le malade ressentira une gêne à respirer, une douleur plus ou moins vive à la base du thorax, des signes d'angoisse, éventuellement des crachats de sang. Si l'embolie est modérée, elle peut se manifester par une simple fièvre et une douleur thoracique, voire être pratiquement

asymptomatique. En revanche, en cas d'embolie importante (quand plus de 50% des artères pulmonaires sont obstruées), celle-ci peut conduire à un malaise, une perte de connaissance, plus rarement un arrêt cardiaque.

Le diagnostic de l'embolie pulmonaire

L'embolie pulmonaire nécessite des soins en urgence, et le plus souvent une hospitalisation. Dès l'apparition des signes suspects, le malade doit appeler un médecin et limiter ses mouvements afin d'éviter que le caillot ne migre. Lors de la consultation, le médecin effectue une prise de sang pour y vérifier le taux d'oxygène et de CO2. Si les deux taux sont en-dessous de la normale, l'embolie pulmonaire est confirmée. D'autres examens plus poussés peuvent être envisagés pour détecter l'embolie comme une radio pulmonaire, un scanner thoracique ou une scintigraphie pulmonaire. Une fois le diagnostic posé, le traitement consiste à dissoudre le caillot obstruant.

Le traitement contre l'embolie pulmonaire

Selon la gravité de la situation, plusieurs méthodes sont disponibles. S'il n'y a pas d'urgence vitale, on recommande un traitement par anticoagulant injectable (de l'héparine) qui va limiter l'extension du caillot et permettre sa disparition. Ce traitement sera ensuite accompagné d'anticoagulants oraux comme des anti-vitamines K. Si l'embolie est grave, on peut envisager une fibrinolyse qui va permettre de dissoudre le caillot en quelques heures, toutefois le risque de complications est plus important qu'avec le traitement anticoagulant. Pour prendre en charge les difficultés respiratoires, le patient va également se voir administrer de l'oxygène.

Les causes d'une embolie pulmonaire

Le caillot de sang présent dans l'artère pulmonaire provient la plupart du temps d'une phlébite dans la jambe. La phlébite étant un trouble cardiovasculaire

correspondant à la formation d'un caillot de sang dans une veine. Le caillot apparaît souvent à l'endroit où la paroi d'une veine est lésée. Son atteinte peut être accidentelle (fracture de la jambe ou col du fémur), mais aussi pathologique (ulcération, infection). Ces lésions vasculaires peuvent aussi être le résultat d'une suite opératoire d'un organe très vascularisé.

Les personnes victimes de cancer ou dont le sang est trop épais sont aussi susceptibles de développer cette pathologie. L'embolie pulmonaire peut ainsi être favorisée par : l'alitement ou l'immobilisation prolongés quelle qu'en soit la cause. Les interventions chirurgicales et notamment les interventions orthopédiques, gynéco-obstétricales et carcinologiques.

les traumatismes (choc, fracture osseuse), les troubles héréditaires de la coagulation, la contraception orale et traitements hormonaux. Certaines maladies (cancer du poumon, estomac, antécédents de phlébite, varices...). Les traitements médicamenteux (chimiothérapie). Le surpoids et obésité

Histoire

Oran, autrefois terre d'asile pour les Espagnols fuyant le régime franquiste

Des conférenciers composés pour la plupart de fils ou de petits-fils de réfugiés espagnols à Oran participant au séminaire sur «L'exil républicain espagnol en Algérie» ont remis au goût du jour l'histoire, parfois troublante, de leurs aïeux, contraints à l'exil vers Oran, terre qualifiée d'hospitalière en dépit du régime colonial auquel elle était soumise.

Le rôle d'Oran comme terre d'asile pour les réfugiés républicains espagnols, leur accueil par les populations oranaises et leurs conditions de vie déplorables dans les camps d'internement improvisés par l'administration de l'époque, ont été les points phares développés par les conférenciers. Eliane Ortega, fille et petite fille de réfugiés a parlé dans son intervention des «lieux de mémoire de l'exil espagnol à Oran en 1939» a énuméré les différentes raisons qui ont conduit les républicains espagnols, vaincus par les «franquistes», à se réfugier à Oran. La conférencière a indiqué que parmi les raisons ayant favorisé le choix d'Oran comme terre d'accueil est la «présence espagnole à Oran depuis des siècles et ses traces», non seulement sur le plan des constructions, mais aussi sur certaines traditions, culinaires notamment, ainsi que la présence de la langue espagnole dans le parler des oranais, entre autres. «La fin de la guerre civile espagnole et la défaite des républicains a été la raison principale de l'exil, qui a poussé de nombreux espagnols vers les côtes de l'Afrique du Nord», a-t-elle dit. Selon ses propos, «entre 12 000 et 20 000 espagnols se sont exilés en Afrique du Nord et ont fait le déplacement par bateau» et «de nombreux réfugiés ont également rallié Oran par avion». «A l'arrivée massive des espagnols en mars 1939, il y avait beaucoup d'improvisation de la part des français, notamment en ce qui concerne les structures d'accueil qui étaient, en réalité, des camps d'internement ou des camps de concentration, mal gérés où les conditions de vie étaient exécrables», soutient-elle au passage. Selon

Eliane Ortega, il y avait plusieurs camps d'internement, notamment l'ancienne prison civile, les caves des «frères Gay», le Ravin Blanc (port), le fort de Mers El Kébir, le camp de vacances d'Aïn El Turk, ainsi que des bateaux prisons dans la rade d'Oran, ajoutant que de nombreux autres camps se trouvaient dans différentes autres régions d'Algérie. Pour sa part, Yenia Camacho Samper, fille d'exilés, a parlé de «l'Algérie dans la mémoire de l'exil communiste espagnol», décrivant les conditions de vie de ces activistes communistes, les exactions des français, ainsi que leur combat au sein des structures d'internement, leurs tentatives d'évasion, réussies ou échouées, ainsi que leurs actions au sein de la population locale. La conférencière a aussi évoqué la solidarité des oranais envers les réfugiés, qui les ont aidés moralement et matériellement lors de leur arrivée à Oran et dans leur combat de tous les jours contre l'administration coloniale et contre la discrimination exercée contre eux. Concernant ces réfugiés, Yenia Camacho Samper a indiqué qu'il s'agissait des agriculteurs, des ouvriers, voire des juges et même un ministre, se sont réfugiés à Oran après la défaite des républicains. Pour sa part, Gerardo Bernabéu, également exilé et fils d'exilés, s'est attardé sur les conditions de vie des espagnols qui n'étaient pas internés et «les difficultés de trouver du travail à Oran en raison de la discrimination des français envers les espagnols, car ils n'avaient pas la nationalité française». Il est à noter que durant les deux jours du séminaire, une exposition relatant les différentes étapes de l'émigration et de l'exil des espagnols à Oran, depuis plusieurs siècles, a



eu lieu à la médiathèque d'Oran (ex-Cathédrale). Selon l'Institut Cervantès, l'objectif de cette manifestation est de «rendre hommage à tous ceux que La Retirada (La Retraite) de 1939 a représenté pour les exilés républicains espagnols, ainsi que pour les pays qui les ont accueillis, notamment l'Algérie, qui était alors sous occupation française. La rencontre commémorative est organisée par l'ambassade d'Espagne en Algérie et les Instituts

Cervantès d'Alger et d'Oran, en collaboration avec le ministère de la Justice d'Espagne et les ministères algériens de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de la Culture et l'Assemblée populaire communale d'Oran. Le séminaire de deux jours a été marqué par la présence de l'ambassadeur d'Espagne en Algérie, Morane Fernando, et l'ambassadeur du Mexique en Algérie, Juan José Gonzalès.

Benadel M. /Ag.

Création de la fondation chahid Zighoud Youcef

Skikda abrite les réunions consultatives préalables

Des réunions consultatives préalables à la création de la fondation «chahid Zighoud Youcef» du Nord constantinois, ont été lancées mardi, au musée du moudjahid «colonel Ali Kafi» de la wilaya de Skikda en présence de la fille unique du martyr, Chama Zighoud, de moudjahidine parmi ses compagnons de lutte ainsi que des professeurs d'histoire. A ce propos, Fatah Hamouche, directeur de ce même musée, a précisé que ces réunions consultatives, visant à créer la fondation Zighoud Youcef du Nord constantinois, interviennent à la demande de la famille du martyr, plus précisément sa fille Chama, ajoutant que cette question avait été soumise au ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni qui a donné son consentement à cet égard, lors de sa visite à Skikda début octobre. De son côté, le Dr Ahcène Tlilani, écrivain, chercheur en histoire et professeur à l'université, a souligné, que cette rencontre est consacrée à l'organisation de réunions consultatives en vue de l'élaboration d'une feuille de route pour mettre sur pied cette fondation qui devrait lever le voile sur de nom-

breux faits et erreurs concernant la Guerre de Libération nationale qu'elles soient intentionnelles ou pas. Il a également fait savoir que cette fondation procédera à des recherches et des études concernant le parcours du martyr Zighoud Youcef, l'histoire du mouvement national et la révolution de libération dans le Nord constantinois, dont le chahid Zighoud Youcef fut l'un des principaux artisans des événements de l'époque, leurs aspects et leurs gloires, à l'instar du plan savamment élaboré des attaques du 20 août 1955 et sa participation active au congrès de la Soummam. «Cette entité contribuera également à enregistrer les événements et les victoires importantes inhérents au parcours militant du commandant de la wilaya II historique pour les transmettre aux jeunes générations en vue de préserver la mémoire nationale», a ajouté Tlilani. Cette fondation historique œuvrera, a-t-il indiqué en outre, à valoriser le parcours des grands héros de la révolution ayant accompagné le chahid Zighoud Youcef dans sa lutte pour l'indépendance, tels que les chouhada Didouche Mourad et Messaoud

Boudjriou, les moudjahidine Lakhdar Bentouba, Amar Benaouda, Salah Boubnider et Ali Kafi notamment, ce qui confèrera à la fondation une dimension nationale à travers la création d'antennes dans toutes les wilayas du Nord constantinois, à savoir Constantine, Mila, Jijel, Skikda, Guelma et Annaba. Ces antennes, composées de compétences scientifiques, vont collecter, enregistrer, rechercher et étudier l'histoire du martyr Zighoud Youcef et les grandes figures l'ayant côtoyé et joué un rôle actif durant son parcours militant. Pour les initiateurs de cette fondation, il s'agit de faire de cette fondation un espace regroupant des personnalités historiques, les membres de la famille révolutionnaire et tous les fidèles à Zighoud Youcef et ses compagnons, entre martyrs et moudjahidine, afin de créer un lieu historique et culturel visant à préserver la mémoire nationale et transmettre fidèlement, aux jeunes générations, le véritable message des chouhada autour duquel tout le monde devrait se rassembler, ont convenu de concert les participants à la rencontre.

Clôture du festival de la poésie féminine

Appel à la création d'une anthologie de poésie maghrébine

Les participants à la 11e édition du Festival culturel national de poésie féminine ont préconisé au terme de leurs travaux mardi à la maison de la culture Malek-Haddad de Constantine la création d'une anthologie de poésie féminine maghrébine et la mise en place d'ateliers d'écriture poétique et littéraire. Les présents ont également appelé, à l'issue de cette édition, à éditer les œuvres primées du festival et à internationaliser cette manifestation. Le rideau est tombé sur cette 11e édition du festival culturel national de poésie féminine dans un climat

convivial combinant musique et poésie au grand bonheur du nombreux public ayant fait le déplacement. A l'instar des précédentes éditions du festival national de poésie féminine, la clôture de ce 11^e acte s'est voulue festive à souhait sous l'impulsion du chanteur Djamil Bey et de son orchestre qui ont revisité des classiques de la chanson algérienne sur des rythmes entraînant aux influences variées.

Des récitals poétiques ont été donnés par les poétesses Sofia Menghour et la palestinienne Ala El Qatraoui pour déclamer l'amour inconditionnel de la Mère et le

soutien indéfectible de l'Algérie à la cause palestinienne, avant d'être honorées par le commissariat du festival. La commissaire du festival, Amira Delliou, a remercié, dans une allocution prononcée à cette occasion, les poétesses qui ont participé à cette manifestation, ainsi que «toutes celles et ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réussite de ce rendez-vous, poétique, culturel, mais également touristique». Ouverte samedi dernier, la 11^e édition du festival national de poésie féminine a enregistré la participation de plus d'une quarantaine de poétesses venues de

tout le pays et de Tunisie, du Maroc, d'Egypte, du Liban, du Soudan, de Palestine et des Emirats arabes unis.

En plus des récitals poétiques, des concerts et des conférences programmées au café culturel Halima-Touati du palais de la culture Malek-Haddad, les invités de cette édition ont bénéficié d'une sortie touristique au site antique de Tiddis. Il est à noter que plusieurs journalistes locaux ont été honorés par le commissariat du festival lors de cette cérémonie de clôture coïncidant avec la célébration de la Journée nationale de la presse.



Football

Palestine-Arabie saoudite, un évènement historique ?

L'équipe nationale palestinienne a affronté l'Arabie saoudite à domicile pour les éliminatoires de la Coupe du Monde 2022. Un évènement marquant pour la diplomatie du football au Moyen-Orient.

Is ont été distribués par milliers. Des drapeaux palestiniens s'agitent avec frénésie dans le stade d'Al Ram, situé au pied du célèbre mur de séparation érigé par Israël. Pour la 1^{ère} fois de son histoire, l'équipe nationale accueille la sélection saoudienne sur ses terres. Jusqu'à ce mardi 15 octobre 2019, l'Arabie saoudite a toujours refusé de jouer dans les territoires occupés. Toute visite, même sportive, nécessite un accord préalable de l'État hébreu qui contrôle l'accès à la Cisjordanie. Ce match inédit est d'abord un signe de rapprochement entre le royaume du Golfe et Israël. Dans les formes, l'Arabie saoudite n'entretient pas de relations diplomatiques avec l'ennemi d'hier. En coulisses pourtant, des liens se sont noués avec l'appui des États-Unis. Une étrange union motivée par une haine commune : celle du régime iranien. Pas question pour les sélectionneurs d'évoquer ce revirement diplomatique. Le Français Hervé Renard, deux victoires de CAN et une qualification à la Coupe du monde au compteur, est à la tête de la sélection saoudienne depuis juillet dernier. Le Sorcier blanc commence sa conférence de presse par un retentissant «Salam aleikoum» et balaye d'emblée l'aspect politique de la rencontre : «C'est du football, nous ne sommes pas des politiciens, mais si vous voulez mon avis, c'est bien d'être ici», clame le coach dans un anglais hésitant. Le Franco-Algérien Noureddine Ould Ali botte lui aussi en touche et appelle à «mépriser l'évènement». L'entraîneur des Palestiniens voit surtout une chance pour sa petite équipe de se faire une place parmi les grands.

Carte de visite en plaqué or

Les officiels palestiniens, eux, en font une victoire personnelle. Mahmoud Abbas, le président d'une Autorité palestinienne sans pouvoir, s'est même fendu d'un petit mot de bienvenue. Réception au palais présidentiel,

panneaux publicitaires vantant la rencontre aux abords des checkpoints, et hôtel cinq étoiles réquisitionné pour l'occasion : la Fédération locale a mis les moyens. Cette visite saoudienne est qualifiée d'historique par Jibril Rajoub, ancien maître-espion reconverti en grand manitou du football palestinien. Fidèle parmi les fidèles de Mahmoud Abbas, l'ex-chef des services de renseignements multiplie les casquettes et règne sans partage sur les institutions sportives de Cisjordanie. Sa carte de visite en plaqué or en dit long sur le caractère bling-bling du personnage qui boit du petit lait. «Les Saoudiens ont enfin compris que c'est le moment de venir ici. Et nous attendons que la totalité des pays arabes et musulmans en fassent de même», se réjouit le président de la Fédération de Palestine de football. Ce simple match transformé en messe nationale fait pourtant grincer des dents. Israël, qui a laissé entrer les Faucons verts en Cisjordanie, refuse régulièrement d'accorder des permis aux footballeurs de Ghaza. La finale de la Coupe de Palestine, reconnue par la FIFA, a été annulée à deux reprises cette année en raison des restrictions de circulation imposées par l'État hébreu, remarquent ceux qui appellent à boycotter la rencontre. Dans la ligne de mire de ces opposants : la «normalisation» des relations entre les pays arabes et Israël et la légitimation de l'occupation militaire des Territoires palestiniens. Pendant quelques jours, ils ont tenté de mobiliser les réseaux sociaux et de lancer des appels à manifester. En vain.

Deal du siècle

Des heures avant le coup d'envoi, des milliers de Palestiniens convergent vers le stade d'Al Ram. Un vendeur ambulancier installe son stand de chawarma à l'ombre des pans de béton du mur de séparation. La zone, placée sous le contrôle direct de l'armée israélienne, est cette fois quadrillée par les forces de sécurité palestiniennes.



Le Fatah a mobilisé ses troupes. Des dizaines de bus affrétés par le parti de Mahmoud Abbas déversent des supporters d'un jour à l'entrée du stade. Les tifosi des clubs locaux qui bravent la pluie sont également présents. Et ils ne sont pas dupes : «Les Saoudiens ont noué des liens avec Israël et ce sont aussi les alliés de Trump. On sait qu'ils œuvrent pour le deal du siècle (plan de résolution du conflit israélo-palestinien préparé par l'administration américaine) qui va encore un peu plus nous déposséder de nos terres. On déteste les Saoudiens. Et là, on a une bonne occasion de les battre sur le terrain», lâche Imran avant de jouer des coudes pour se faire une place dans un stade plein à craquer, mais vide de supporters saoudiens. Une tribune entière est occupée par les étudiants de l'académie de police. Des policiers en civil sont aux aguets

dans les rangées. Les spectateurs qui n'ont pas obtenu de passe-droit s'accrochent aux grilles ou montent sur les toits des immeubles voisins. Des vagues de drapeaux palestiniens frétilent sous le nez des portraits de Yasser Arafat, Mahmoud Abbas ou encore du roi Salmane et de son fils MBS, qui trônent en bonne place. «Ce match, c'est une grossière propagande», raille un journaliste envoyé par un média officiel palestinien. Les Saoudiens, présentés comme les grands favoris, ont du mal à mener la danse et se font copieusement siffler. Encouragés par des slogans politiques : «Jérusalem est arabe», les Palestiniens manquent plusieurs occasions. La rencontre «historique» se solde par un score décevant, 0-0, qui laisse le public amer. Un match nul à l'allure de pétard mouillé dans un Moyen-Orient en pleine recomposition.

• Benny Gantz, chargé de composer un exécutif après l'échec de Nétanyahou

Le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou renonce. Il a annoncé lundi 21 octobre au soir sur son compte Facebook qu'il renonçait à former un gouvernement après les législatives du 17 septembre, dont les résultats étaient très serrés. «Il y a peu de temps j'ai annoncé au chef de l'Etat Réouven Rivlin que je renonçais à former un gouvernement», a expliqué Nétanyahou dans une vidéo qui s'adresse aux «citoyens israéliens». Il a accusé Benny Gantz d'avoir fait échouer toutes ses tentatives pour former un gouvernement d'union nationale. Tous les groupes de la Knesset, le Parlement israélien, vont être informés que «le président a l'intention de transférer le mandat pour former le gouvernement, dès que possible, au président de Bleu Blanc, le député Benny Gantz», selon un communiqué des services de Rivlin, qui précise que ce transfert doit avoir lieu jeudi. Vingt-huit jours pour former un gouvernement Gantz, un ancien chef de l'armée, disposera comme son prédécesseur de vingt-huit jours pour remplir à bien cette tâche qui s'annonce d'ores et déjà difficile. Car à l'issue des élections, Nétanyahou et Gantz ont récolté respectivement les soutiens de 55 et 54 élus pour diriger le prochain gouvernement, mais sans atteindre

le seuil de 61 députés leur permettant de former une union majoritaire. «Le temps est venu pour agir», a estimé dans un communiqué le parti Bleu Blanc, lundi soir. Il a affirmé sa détermination «à former un gouvernement d'union libérale» ce qui signifie qu'il cherchera à limiter l'influence des partis religieux dans la formation d'un gouvernement de coalition. Selon les analystes, l'ancien chef de l'armée Benny Gantz est susceptible lui aussi d'échouer à former un gouvernement d'union. Dans ce cas, le président Rivlin pourrait demander à une majorité de députés de désigner un candidat. Il a dit à plusieurs reprises qu'il ferait tout son possible pour éviter d'autres élections -qui seraient les troisièmes depuis avril- mais la poursuite de l'impasse politique pourrait les rendre inévitables.

Des négociations bloquées

Le président Rivlin avait mandaté Nétanyahou, qui cherche à prolonger son règne, déjà le plus long de l'histoire d'Israël, pour tenter de rallier Gantz dans un gouvernement d'union mais les pourparlers n'ont pas abouti. Lors des négociations des dernières semaines, le Likoud (parti de Benjamin Nétanyahou) a tenté de

faire accepter par les centristes de Bleu-Blanc un compromis, élaboré par le président Rivlin, selon lequel Nétanyahou et Gantz occuperaient le poste de chef de gouvernement à tour de rôle. Cette proposition prévoyait que Benjamin Nétanyahou soit le premier à occuper la fonction de Premier ministre, mais soit remplacé, dès sa probable inculpation pour corruption d'ici la fin de l'année, par Gantz. Mais ce dernier a estimé qu'ayant obtenu le plus grand nombre de sièges le 17 septembre -33 à Bleu-Blanc contre 32 au Likoud- il devait être le premier à occuper le poste de chef du gouvernement. Il a aussi affirmé à plusieurs reprises que son parti ne siègerait pas dans un gouvernement dirigé par un Premier ministre sous le coup d'une inculpation pour corruption. Benjamin Nétanyahou, de son côté, a également compliqué les discussions en promettant qu'il n'abandonnerait pas les petits partis religieux de droite qui l'avaient soutenu au Parlement, affirmant qu'il représentait l'ensemble du bloc de droite, fort de 55 députés, dans les négociations. Gantz a estimé cette condition inacceptable, car elle le relèguerait à un rôle de partenaire secondaire d'un gouvernement Nétanyahou.

Ahsene Saaid /Ag.

Liban

Saad Hariri présente son plan de réformes aux ambassadeurs

Le Premier ministre libanais Saad Hariri a entamé, mardi, des rencontres avec des ambassadeurs à Beyrouth pour leur présenter son plan de réformes économiques annoncé la veille, a indiqué à la presse un conseiller de Hariri.

Selon ce conseiller, Nadim Munla, Hariri devait, notamment s'entretenir dans la journée de mardi avec les ambassadeurs de la France et des Etats-Unis, au sixième jour d'une mobilisation populaire contre la classe politique. «Nous pensons recevoir de leur part des réactions très positives à la suite de l'annonce des décisions prises hier par le gouvernement», a déclaré Munla. Selon lui, ces mesures «répondent aux principales demandes de la communauté internationale». Le conseiller a également dit s'attendre «à une réponse positive des marchés». Le plan prévoit entre autres des économies budgétaires, une lutte accrue contre la corruption et un programme de privatisations, sans

répondre pour autant à la demande de la rue d'un changement complet de la classe politique. Le gouvernement a également prévu l'adoption, dans un délai de trois semaines, d'une première série de projets d'infrastructures programmés dans le cadre de la Conférence d'aide internationale au Liban (CEDRE) organisée en avril 2018 à Paris. Le Liban s'était alors engagé à mener des réformes structurelles en contrepartie d'une aide de 11 milliards de dollars. Mais, faute de réformes, les fonds promis n'ont toujours pas été versés. Selon Munla, la pression de la rue a facilité l'adoption de réformes jusque-là bloquées par certains partenaires de la coalition gouvernementale. Interrogé sur les premières réac-

tions très négatives des manifestants, il a estimé que certaines de leurs demandes pourraient se traduire «de manière concrète», citant le souhait exprimé par le président Michel Aoun d'une levée du secret bancaire sur les comptes des ministres. Munla a par ailleurs estimé qu'un remaniement gouvernemental était «une des options». Le mouvement de colère au Liban a pris la classe politique par surprise, déclenché par l'imposition jeudi d'une nouvelle taxe sur les appels passés via la messagerie WhatsApp. L'annulation rapide de celle-ci n'a pas empêché la colère de grandir et, fait exceptionnel, la mobilisation contre la classe dirigeante a gagné l'ensemble du pays.

Allemagne

Merkel soutient une initiative controversée de zone de protection en Syrie

La chancelière allemande, Angela Merkel, a apporté, mardi, son soutien à une proposition de sa ministre de la Défense pour mettre sur pied une zone sécurisée internationale dans le nord-est de la Syrie, qui suscite toutefois une controverse au sein de sa coalition. Cette idée, qui se veut une réponse à l'offensive turque dans la région, est «très prometteuse, même si de nombreuses questions sont encore ouvertes», a jugé la chancelière allemande au cours d'une réunion à huis clos avec le groupe parlementaire de son parti conservateur CDU, a dit une source proche de cette formation, citée par l'AFP. Elle a précisé qu'elle évoquerait cette initiative à l'occasion d'une rencontre avec le président français Emmanuel Macron, le Premier ministre britannique Boris Johnson et le dirigeant turc Recep Tayyip Erdogan, qui est envisagée en marge du sommet de l'Otan organisé les 3 et 4 décembre près de Londres. Merkel a également souligné qu'une telle démarche ne se ferait pas «sans un mandat des Nations unies». «Nous avons le devoir de chercher des solutions à la crise», a-t-elle insisté devant les députés de son parti. Sa ministre de la Défense, Annegret Kramp-Karrenbauer, qui préside par ailleurs le parti conservateur de la chancelière, a expliqué dans plusieurs médias cette initiative par la nécessité de «poursuivre la lutte» contre l'organisation terroriste autoproclamée «Etat islamique» (Daech/El). Elle a parlé d'une «zone de sécurité contrôlée internationalement avec implication de la Turquie et de la Russie, dans le but d'apaiser la situation sur place». La ministre a également mis en avant la nécessité de participer à la reconstruction de la région et de faire en sorte que les Kurdes fuyant le groupe Daech ou l'avancée des troupes turques «puissent rentrer chez eux». Cette initiative n'avait manifestement pas été préparée de concert avec le partenaire social-

démocrate (SPD) au sein de la coalition gouvernementale allemande, traditionnellement beaucoup moins favorable à des missions militaires à l'étranger. Le chef de la diplomatie allemande Heiko Maas, membre du SPD, a ainsi accueilli la proposition avec réserve. «Il y a aussi, et cela est incontestable, une certaine confusion parmi nos partenaires» après cette proposition, a-t-il relevé, regrettant au passage s de sa collègue de la Défense. «La diplomatie du sms (...) conduit rapidement à la diplomatie du SOS», a-t-il raillé. Maas a aussi rappelé l'échec d'une précédente initiative en vue de mettre en place d'une zone sécurisée internationale, notamment au moment des combats intenses à Alep fin 2016 qui ont tout particulièrement frappé les civils. L'initiative de l'Allemagne est inhabituelle, ce pays étant, en raison de son passé nazi, toujours très réticent à envoyer ses soldats à l'étranger. Tout déploiement requiert en outre l'aval, incertain, de la chambre des députés. Un responsable de la CDU, Roderich Kiesewetter, a estimé qu'il faudrait au moins 15 000 soldats et 15 000 membres du personnel civil pour sécuriser la zone le long de la frontière de 450 km entre la Syrie et la Turquie. La ministre de la Défense devrait débattre de son initiative «dans le cadre de l'Otan dans les prochains jours». Ankara a déclenché le 9 octobre une offensive contre des combattants kurdes dans le nord-est de la Syrie à la suite de l'annonce du retrait militaire américain de la région. La Turquie, qui réclame une «zone de sécurité» à sa frontière, a depuis suspendu son offensive à la faveur d'une fragile trêve négociée entre Américains et Turcs. Moscou, acteur international majeur dans la guerre en Syrie, a de son côté dit ne pas avoir encore arrêté de position sur cette initiative qu'il va «étudier».

Turquie

Ankara met fin à son offensive militaire en Syrie

La Turquie a annoncé, mardi soir, qu'elle ne reprendrait pas son offensive militaire contre les forces kurdes dans le nord de la Syrie car ces dernières se sont retirées des zones frontalières, conformément à l'accord arraché il y a cinq jours par le vice-président américain Mike Pence. De leur côté, les présidents russe et turc, acteurs centraux du conflit syrien, se sont accordés dans la journée sur une prise de contrôle en commun de la majeure partie de cette zone en proie à un conflit croissant entre Ankara et combattants kurdes. «A ce stade, il n'existe pas de besoin de mener une nouvelle opération», a fait savoir le ministre turc de la Défense dans un communiqué. La Turquie a lancé le 9 octobre une offensive dans le nord de la Syrie. Baptisée «Source de paix», cette opération visait la milice kurde syrienne des Unités de protection du peuple

(YPG), considérée comme «terroriste» par Ankara. Puis, en vertu d'une trêve obtenue par Mike Pence, Ankara avait accepté le 17 octobre de suspendre son offensive pendant cinq jours, délai qui a expiré mardi à 19h00 GMT. Cet accord prévoit la mise en place d'une «zone de sécurité» de 32 km de largeur en territoire syrien. «Au terme de la période de 120 heures, les Etats-Unis ont annoncé que le retrait des YPG de la zone est achevé», a précisé le ministère turc dans son communiqué. Selon une source diplomatique turque, ce retrait kurde a été confirmé au téléphone par le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo à son homologue turc Mevlut Cavusoglu. Après six heures de négociations à Sochi, dans le sud-ouest de la Russie, Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine ont décidé dans un premier temps de déployer des patrouilles militaires russes et syriennes dans les secteurs de

la bande frontalière bordant la zone où l'armée turque a déclenché début octobre une opération militaire. Puis, «150 heures» plus tard, des patrouilles communes, cette fois russo-turques, évolueront dans la zone. La Turquie gardera néanmoins la haute main sur la zone située entre la ville de Tal Abyad, qu'elle a prise au début de l'offensive, et celle de Ras Al Ain, dont les derniers combattants kurdes se sont retirés dimanche. Soit une zone de sécurité d'une longueur de 120 kilomètres sous son contrôle direct, sur les 440 qu'elle réclamait à l'origine. Dans le memorandum signé mardi à Sochi, Poutine et Erdogan se sont par ailleurs entendus pour faciliter le retour «volontaire» en Syrie de réfugiés, la Turquie disant vouloir que deux millions d'entre eux retournent en Syrie dans la zone de sécurité qu'elle est en passe de mettre en place.

Bolivie

Le président dénonce une grève générale déclenchée dans son pays

Le président de la Bolivie, Evo Morales, a dénoncé une grève générale déclenchée, ce mercredi dans son pays, à l'initiative d'organisations de la société civile proches de l'opposition, la comparant à un «coup d'Etat». «Un processus de coup d'Etat est en cours (...) la droite s'est préparée, avec le soutien international, à un coup d'Etat», a déclaré Evo Morales, après le début d'un mouvement de débrayage à l'initiative d'organisations de la société civile proches de l'opposition. «Jusqu'à présent, humblement, nous avons supporté (cela) pour éviter des violences. Nous n'avons pas été à la confrontation et nous n'entrerons pas dans une confrontation», a-t-il poursuivi. «Mais je veux appeler le peuple bolivien à se mobiliser de manière pacifique et dans le cadre de la Constitution, pour défendre la démocratie», a encore dit Evo Morales, qui a décrété «un état d'urgence». «Comment se manifeste le coup d'Etat ? En ne laissant pas le dépouillement des bulletins de vote se faire, en incendiant des structures de l'Etat, comme les tribunaux électoraux départementaux, en menaçant

les locaux de campagne (du parti au pouvoir)», a-t-il dit. Un appel à la grève générale a été lancé, mardi en Bolivie, devant l'imminence de l'annonce officielle d'une victoire du chef de l'Etat sortant Evo Morales au premier tour de la présidentielle. «Nous appelons à la grève jusqu'à nouvel ordre», a dit Luis Fernando Camacho, le président de l'influent Comité Pro-Santa Cruz, une organisation de la société civile établie à Santa Cruz, capitale économique du pays et bastion de l'opposition. Ce mouvement devait commencer mercredi à 00h00 heure locale (04h00 GMT), a-t-il précisé, après une réunion avec des organisations d'autres régions. En réponse, un groupe de syndicats ouvriers et paysans proches du pouvoir (Conalcam) a enjoint mardi ses militants à défendre les résultats officiels. Après de premiers résultats partiels, dimanche soir, laissant entrevoir un second tour inédit entre Evo Morales et le centriste Carlos Mesa, de nouveaux résultats diffusés lundi par l'autorité électorale avaient quasiment donné la victoire au chef de l'Etat sortant. L'opposition des soupçons de fraudes.

● Brexit : l'Allemagne ne s'opposera pas à un report

L'Allemagne ne s'opposera pas à un report de la date du Brexit, a annoncé, ce mercredi, le porte-parole de la chancelière Angela Merkel, après l'appel du président du Conseil européen à accepter une telle mesure. La demande d'un troisième report de la date de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE), prévue en principe pour le 31 octobre, «n'échouera pas à cause de l'Allemagne», a déclaré Steffen Seibert, cité par des médias, sans vouloir pour l'instant se prononcer sur la durée possible d'un report. En parallèle, le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, s'est lui aussi montré ouvert. «S'il s'agit de reporter la date de deux ou trois semaines, afin de donner aux députés à Londres la possibilité de ratifier comme il faut la loi» sur la sortie du pays de l'UE, «ce n'est pas vraiment un problème», a-t-il déclaré à la chaîne de télévision RTL Allemagne. Maas n'a pas non plus exclu, sous condition, un report de quelques mois. «S'il s'agit de reporter le Brexit jusqu'à fin janvier, nous devons savoir pour quelle raison, ce qui va se passer dans l'intervalle et s'il va y avoir des élections en Grande-Bretagne», a-t-il expliqué. «Nous devons connaître les intentions des Britanniques, surtout celles de (Boris) Johnson, car jusqu'à aujourd'hui ce n'est pas clair», a ajouté le ministre. Le président du Conseil européen Donald Tusk a recommandé aux Etats membres de l'UE «d'accepter la demande britannique pour un nouveau report de la date de sortie» et ce sans convoquer un sommet. Il n'a lui non plus évoqué aucune durée pour ce report. Londres a décroché un nouvel accord de divorce avec l'UE la semaine dernière mais a échoué à obtenir le soutien du Parlement britannique samedi, ce qui a contraint le Premier ministre britannique Boris Johnson à demander un report de la date de sortie de l'UE, une requête actuellement en cours d'examen à Bruxelles.

Sahara occidental

Le Président Ghali appelle l'ONU à nommer rapidement un successeur à Kohler

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, a appelé les Nations unies à nommer rapidement un envoyé spécial pour le Sahara occidental afin de poursuivre la dynamique initiée par l'ancien émissaire, Horst Kohler.

Dans un entretien accordé mardi à la chaîne de télévision espagnole RTVE, le Président Ghali a exprimé son «profond regret suite à la démission de l'ancien médiateur, Horst Kohler, et la situation actuelle résultant de cette démission». Le chef de l'Etat sahraoui a jugé «très important la nomination d'un nouvel émissaire pour compléter les efforts de son prédécesseur, car il est inconcevable que la situation reste dans l'impasse pour d'autres années, à un moment où une mission des Nations unies au Sahara occidental a été créée, notamment pour superviser le référendum d'autodétermination du peuple sahraoui conformément à la résolution 690 du Conseil de sécurité d'avril 1991». Dans cet entretien, le Président sahraoui a critiqué «l'approche adoptée par les Nations unies depuis des décennies pour trouver une solution définitive au conflit au Sahara occi-

dental, en dépit des nombreuses décisions et résolutions prises par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'ONU qui a reconnu le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination». Au cours d'une réunion sur le Sahara occidental, mercredi dernier, le Conseil de sécurité a souligné l'urgence de nommer un successeur au médiateur Horst Kohler en vue de préserver l'élan et l'esprit de Genève. Au cours de cette réunion à huis clos, il y a eu consensus sur deux points importants : l'urgence d'accélérer le processus de désignation d'un successeur à Kohler et la nécessité de maintenir la dynamique enclenchée à Genève. Outre le plaidoyer de l'Afrique du Sud pour la décolonisation du Sahara occidental, la délégation américaine a insisté sur l'urgence de nommer un nouvel émissaire qui partage la stature et la détermination de l'ancien président Allemand. Mercredi également, la

74^e session de la quatrième Commission de l'ONU chargée de la décolonisation a adopté une résolution réaffirmant le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations unies et à la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU relative à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Adoptée à l'unanimité par 193 pays, la résolution de la 4^e Commission de l'ONU a réaffirmé le droit inaliénable de tous les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations unies et la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations unies de décembre 1960 contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

● Le Britannique GeoEx vend les données sismiques de l'offshore sahraoui

La compagnie britannique GeoEx tente de vendre des données sismiques recueillies sur le fond marin du Sahara occidental occupé en violation du droit international, déplore l'observatoire des ressources du Sahara occidental (Western Sahara Resource Watch). En 2017, la société britannique GeoEx a mené une exploration sismique massive au large des côtes du Sahara occidental occupé et du Maroc. L'étude comprend 14 986 km de données sismiques combinées. Selon Western Sahara Resource Watch, les cartes publiées sur le site web de la compagnie suggèrent qu'environ 40% de la totalité de l'étude, soit environ 5800 km, a été réalisée au large du Sahara occidental. Toutefois, sur son site Web et dans son marketing externe, GeoEx indique systématiquement que les

données ont été collectées au «Maroc». Pour l'interprétation et la cartographie des données, GeoEx s'est associé à deux autres sociétés britanniques : Subsurface Resource Consulting (SRC) et Bridgeporth Limited. GeoEx indique qu'un «atlas de l'interprétation» des données sera disponible à partir du troisième trimestre de 2019. Ces derniers mois, la société britannique a intensifié ses initiatives pour vendre son jeu de données controversé. L'observatoire condamne les entreprises impliquées dans la commercialisation d'opportunités pétrolières au Sahara occidental alors que le territoire reste sous occupation marocaine. «Ces sociétés n'ont jamais obtenu la permission du peuple du Sahara occidental d'effectuer ou d'analyser la géologie de leur territoire.

S'associer à la puissance occupante dans cette entreprise sabote les efforts de paix de l'ONU», dénonce Sylvia Valentin, présidente de Western Sahara Resource Watch. Sylvia Valentin affirme que «le Maroc n'a pas le droit de demander à GeoEx ni à aucune autre société de collecter des données ni de signer des licences pétrolières au large du Sahara occidental», soulignant que les clients qui décident de s'engager dans l'exploration pétrolière dans le territoire occupé seront certainement confrontés aux protestations des propriétaires de ce fond marin, à savoir le peuple du Sahara occidental. L'observatoire exhorte «les entreprises concernées à respecter le droit international et à soutenir le processus de paix des Nations unies en ne vendant pas de données sur le Sahara

occidental». Il a également lancé un appel aux clients potentiels à prendre connaissance des efforts de paix des Nations unies sur le territoire et des règles relatives aux accords commerciaux internationaux couvrant le territoire. Et rappelle qu'«aucun Etat au monde, ni l'ONU ni la Cour de justice de l'Union européenne, ne reconnaît le Sahara occidental comme une partie du territoire national du Maroc». La collecte de ces données sismiques ont été réalisées en violation du droit international, relève l'observatoire rappelant la position de l'ONU exprimée en 2002 qui considère «illégal» toute exploration pétrolière au Sahara occidental, réalisée sans l'accord du peuple du territoire.

Otan

Réunion sur la situation dans le Nord-Est de la Syrie

Une réunion des ministres de la Défense de l'Otan, ce jeudi à Bruxelles, doit permettre «d'aplanir les divergences» apparues au sein de l'Alliance après l'opération lancée par la Turquie, l'un de ses membres, dans le Nord-Est de la Syrie, a annoncé, ce mercredi, le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg. «On ne peut pas nier qu'il y a des divergences», a-t-il reconnu au cours de la présentation de la réunion ministérielle. «Les désaccords entre les alliés posent des problèmes et c'est pourquoi nous avons besoin d'une discussion franche et ouverte» lors de la réunion des ministres, a-t-il expliqué. L'Otan n'a pas condamné l'opération militaire lancée le 9 octobre par la Turquie contre les milices kurdes alliées de la coalition internationale contre le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (Daech) conduite par les Etats-Unis et à laquelle participent la Turquie et plusieurs pays de l'UE membres de l'Otan. Jens Stoltenberg qui n'a pas condamné cette intervention, a insisté sur les «légitimes préoccupations pour sa sécurité» avancées par la Turquie pour mener cette opération. Dans le même temps, il a souligné la nécessité de continuer à lutter contre l'EI car «le combat n'est pas terminé». «Le Califat a été défait par la coalition internationale à laquelle l'Otan participe, mais il faut éviter sa résurgence», a-t-il soutenu. La Turquie a accepté le 17 octobre de suspendre son offensive pendant cinq jours à la demande des Etats-Unis. Un accord entre Ankara et Washington prévoit la mise en place d'une «zone de sécurité» de 32 km de largeur en territoire syrien. «Nous sommes encouragés par les résultats de cet accord. (...) L'urgence est maintenant un accord politique», a dit Stoltenberg. Le secrétaire général de l'Otan n'a pas non plus fait de commentaire sur l'accord conclu mardi entre la Turquie et la Russie pour une prise de contrôle des secteurs de la bande frontalière bordant la zone où l'armée turque a déclenché son intervention. L'objectif affiché est de «faciliter» le retrait des forces kurdes de l'YPG et leur désarmement dans la zone.

UE-Brexit

Le Parlement européen prend des mesures pour la protection des travailleurs et des étudiants jusqu'en 2020

Le Parlement européen a adopté, mardi, des mesures supplémentaires visant à protéger jusqu'en 2020 les travailleurs, les étudiants ou encore les pêcheurs en cas de Brexit sans accord, dans le cadre des préparatifs de l'Union européenne (UE) à ce scénario. Les eurodéputés ont validé plusieurs projets visant à «garantir les financements de l'UE pour 2020» dans un tel scénario. A la fin de l'année dernière, la Commission européenne avait proposé une série de mesures visant à préparer le bloc à un «no deal». «Le projet de règlement prolonge jusqu'en 2020 le plan d'urgence adopté (en avril 2019), jusqu'ici limité à 2019», explique l'institution dans un communiqué, relayé par des médias. «L'objectif est de minimiser l'impact négatif du retrait du Royaume-Uni de l'UE pour les bénéficiaires des financements européens et pour le budget de l'UE», est-il indiqué. Ces mesures portent sur les programmes Horizon 2020 (recherche scientifique), Erasmus+ (échanges étudiants) ainsi que les politiques agricoles et régionales.

Les mesures adoptées visent aussi à étendre pour l'année 2020, l'application des mesures d'urgence dans le domaine de la pêche, visant notamment à continuer de permettre l'accès aux eaux britanniques, sous réserve de réciprocité, pour les pêcheurs européens. Les eurodéputés ont également adopté des modifications apportées au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation. Ce fonds, destiné aux travailleurs et indépendants «ayant perdu leur emploi à cause de la mondialisation ou d'une crise économique», doit être élargi à ceux «dont l'activité a cessé à la suite de conséquences significatives sur leurs activités économiques, la croissance et l'emploi résultant du retrait du Royaume-Uni de l'UE sans accord». Le Parlement doit par ailleurs voter jeudi sur une mesure d'urgence supplémentaire, qui «permettrait aux Etats membres directement touchés par le Brexit d'accéder au soutien financier du Fonds de solidarité de l'UE, aujourd'hui uniquement destiné aux catastrophes naturelles».

Hong Kong

Pékin veut remplacer la cheffe de l'exécutif, Carrie Lam

La Chine prévoit de remplacer la cheffe de l'exécutif hongkongais Carrie Lam, en difficulté après quatre mois de manifestations de plus en plus violentes dans le territoire autonome, a rapporté, ce mercredi, le journal *Financial Times*. En poste depuis mi-2017, Carrie Lam cristallise la colère des protestataires, dont la plupart réclament sa démission de la tête de Hong Kong, ex-colonie britannique rendue à la Chine en 1997. Pékin offre jusqu'ici un soutien total à la dirigeante et dénonce les violences commises par les manifestants, qui exigent depuis juin davantage d'autonomie et de libertés civiles face à la mainmise jugée grandissante du gouvernement central. Mais selon le *Financial Times*, qui cite des personnes informées des délibérations en cours, les autorités centrales élaboreraient un plan pour la remplacer par un chef de l'exécutif «par intérim». Ces sources ont cependant déclaré au quotidien britannique que tout dépendait de la situation sur le terrain. Un retour à l'ordre serait un préalable à tout remplacement de Carrie Lam, afin de ne pas donner l'impression de céder aux violences. Après l'interdiction par les autorités, début octobre, du port du masque au cours des manifestations, Hong Kong a connu une flambée de violences, avec de nombreux actes de vandalisme. Si le président chinois Xi Jinping valide le départ de Carrie Lam, son successeur à la tête de l'exécutif hongkongais devrait prendre ses fonctions en mars, affirme le *Financial Times*. Désignée par un comité acquis à Pékin pour diriger Hong Kong, Carrie Lam concentre la frustration des protestataires et ne bénéficie plus que d'un taux de soutien d'environ 22% selon un récent sondage. **Ahsene Saaid / Ag.**

Campagne nationale de reboisement Le Groupement de génie rural contribue avec un million d'arbustes

Le Groupement de génie rural (GGR) contribue, à travers sa filiale de floriculture et de production des espaces verts, avec un million d'arbustes pour mener à bien la campagne nationale de reboisement en cours depuis le 1^{er} octobre à travers l'ensemble des wilayas.

S'exprimant à l'occasion de la visite des responsables de la Direction générale des forêts (DGF) organisée par le ministère de l'Agriculture, du Développement durable et de la Pêche, dans le cadre d'activités de sensibilisation sur la campagne nationale de reboisement, Lazhar Ziriri, directeur général de l'entreprise de floriculture a indiqué que son entreprise contribue au succès de cette initiative avec un million d'arbustes de plantes, en plus de 3000 autres arbustes de décoration qui seront ultérieurement fournis en soutien à cette initiative d'intérêt général. L'entreprise qui active dans le domaine de production, de commercialisation des plants de décoration et dans l'entretien et l'aménagement des espaces verts, réalise plusieurs projets à travers toutes les wilayas du pays, à travers des accords-cadres avec différentes entreprises en vue de procéder à des travaux d'entretien, d'aménagement externe et d'amélioration du cadre de vie du citoyen, a-t-il rappelé. Ziriri a présenté aux journalistes ainsi qu'aux responsables de la DGF, les différents stands de l'entreprise qui dispose de plusieurs pépinières renfermant différentes espèces de plantes. De son côté, le directeur artistique et commercial au sein de la même entreprise, Klikha Ismaïl, a indiqué que l'entreprise travaille avec des entreprises publiques et privées dans le domaine de l'aménagement extérieur et intérieur, et ce en utilisant différentes espèces de plantes en vue de conférer l'aspect esthétique aux ouvrages et au cadre de vie à l'intérieure des villes. Lors de cette sortie sur le terrain, le directeur général du Bureau national d'études pour le développement rural (BNEDER), Mohamed Benkhaled, a affirmé que les études réalisées par le Bureau contribuent fortement dans l'accompagnement et le développement du secteur agricole. Le BNEDER a réalisé plusieurs études dans différents domaines portant sur l'agriculture, le développement

rural et la protection de l'environnement, a fait savoir le même responsable qui précisé que ces études profite à la réalisation des projets sur tout le territoire national. Le même responsable a rappelé les études réalisées notamment y compris l'élaboration du Plan national du secteur de l'agriculture 2020 et l'élaboration de l'étude de réhabilitation et extension du barrage vert, le classement des terres agricoles, l'Inventaire forestier national (IFN) ainsi que la réalisation du Plan national d'aménagement du territoire. L'étude relative à la relance du barrage verte a été entamée en 2014 et finalisée en 2017, portant notamment sur la réhabilitation superficies forestières et espaces pastoraux à travers cette infrastructure vitale. Au terme de cette sortie sur le terrain, la délégation s'est dirigée vers l'Institut national des recherches forestières (INRF) où des explications détaillées ont été données sur le soutien technique et scientifique apporté par le centre à la DGF. A ce propos, le directeur du Centre, Zandouche Wahid, a donné, en compagnie d'un chercheur du même INRF, des clarifications sur l'entretien des différentes espèces de plantes au niveau de l'Institut, outre les recherches et les sorties sur le terrain qu'effectuent des équipes spécialisées dans le domaine agricole et le développement agricole. Dans le cadre de la Campagne nationale de reboisement, selon les responsables de l'Institut, ce dernier a été chargé de collaborer avec les centres de recherches, les universités et les instituts techniques d'accompagner cette initiative dans la pratique et la technique et de proposer des projets à caractère socio-économique en lien avec la campagne de reboisement. A cette occasion, la délégation de journalistes a effectué en compagnie des responsables de la DGF, une visite des stands du centre et mené une opération de reboisement symbolique.

M. M.

Election présidentielle Le DGSN appelle les forces de police à assurer le bon déroulement du scrutin

Le directeur général de la Sûreté nationale, Khelifa Ounissi, a exhorté, mardi depuis Annaba, les forces de police à la nécessité de se mettre au diapason des défis que connaît l'Algérie, et à assurer, notamment le bon déroulement de l'élection présidentielle prévue le 12 décembre prochain. S'exprimant lors de sa supervision d'une rencontre d'orientation au profit des cadres et personnels de police des différents services opérationnels relevant de la région Est du pays, Ounissi a mis en avant la «nécessité de se mettre au diapason des défis que connaît l'Algérie, notamment la prochaine échéance électorale devant être tenue le 12 décembre 2019, et ce, en assurant le bon déroulement de cet important rendez-vous». Pour ce faire, le DG a appelé à «consentir tous les efforts en vue de faire face à la criminalité, sous toutes ses formes, notamment les menaces d'atteinte à l'ordre public ou à toute activité criminelle susceptible de porter atteinte au bon déroulement de ces importantes et décisives échéances électorales». L'institution de la Sûreté nationale est prête, poursuit Ounissi, «à associer le citoyen et les médias dans l'équation sécuritaire, conformément aux lois et réglementations en vigueur, en concrétisation du principe de police de proximité». Saluant «le niveau élevé» de la Police algérienne, «de par le recours à la compétence, à la formation moderne et aux technologies de pointe qui permettent d'être au service de la sécurité du citoyen

et de ses biens», Ounissi a insisté sur l'impérative consolidation de la coopération entre les différents services opérationnels de la police. Le DGSN a, d'autre part, souligné l'impérative coordination avec les partenaires sécuritaires dans la lutte contre la criminalité, saluant dans ce contexte, le rôle important de l'Armée nationale populaire (ANP) et de son commandement clairvoyant, à sa tête, le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, «eu égard à l'accompagnement, l'orientation et la contribution que les unités de l'ANP n'ont eu de cesse de fournir dans la lutte contre toutes les formes de criminalité». La rencontre d'orientation vise à faire le point sur la disponibilité des formations opérationnelles de la police au niveau des sûretés des wilayas relevant de la région Est du pays, «en termes d'accomplissement du devoir sur le terrain, au service de la sécurité du citoyen, de la persévérance à préserver les biens avec le sens élevé de professionnalisme des éléments de police, et d'accomplissement des missions, conformément à la Constitution». A cette occasion, le DGSN a supervisé une cérémonie de remise de décisions d'octroi de logements de type AADL au profit de 350 fonctionnaires de police de différents grades travaillant dans la division Est, aux ayants droit, ainsi aux retraités de la Police.

T. M.

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA DE BOUMERDES

DAIRA D'ISSER

COMMUNE DE TIMEZRIT

NIF : 0984 35 18 50 73 120

2^{ème} APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 01/2019

La Commune de Timezrit Relance un 2^{ème} Avis d'Appel d'Offres ouvert avec exigences de capacité minimales suite à l'infructuosité du 1^{er} Avis, pour la réalisation des Travaux de réhabilitation - Ecole Hamadache Achour - Afir Azazna.

Les entreprises ayant une qualification II et plus en Travaux Bâtiment comme activité principale ou secondaire, ayant réalisé durant les cinq (05) dernières années au moins un projet portant des travaux similaires justifié par une attestation de bonne exécution délivrée par un maître d'ouvrage public dont le montant Égal ou supérieur au 10.000.000,00 DA ; et ayant réalisé durant les trois dernières années un chiffre d'affaire moyen égal ou supérieur à 8.000.000,00 DA , intéressées par le présent avis sont invitées à retirer le cahier des charges auprès de Bureau des marchés publics de la commune contre un paiement d'une somme de 3.000,00 DA au niveau du Trésorier Intercommunal de Chabet El Ameur.

Les soumissions contiendront obligatoirement les pièces et documents en cours de validité exigés par la réglementation en vigueur, l'offre doit être présentée dans des plis séparés et cachetés portant les mentions « Dossier de Candidature », « Offre Technique » et « Offre Financière » ; le tout sera inséré dans une enveloppe extérieure qui doit être anonyme et porter la mention suivante :

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales N° 01 /2019

« Travaux de réhabilitation - Ecole Hamadache Achour – Afir Azazna ».

« À ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Les offres doivent étre adressées à Monsieur le Président de l'APC de Timezrit

01) - Le Dossier de Candidature :

- 1- Une Déclaration de Candidature dûment remplie, datée, signée et paraphée.
- 2- Une Déclaration de Probité dûment remplie, datée, signée et paraphée.
- 3- Les Statuts pour les entreprises (EURL, SARL, SNC, SPA).
- 4- Casier Judiciaire s'il ne porte pas la mention « Néant »
- 5- Jugement de Tribunal, si l'entreprise est en redressement judiciaire.
- 6- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- 7- Le Certificat de Qualification Professionnelle, catégorie II et plus Travaux Bâtiment comme activité principale ou secondaire.
- 8- Les Bilans Comptables des trois dernières années visées par les services des impôts.
- 9- Une Attestation de Bonne exécution délivrée par un maître d'ouvrage public valorisée d'un montant Égal ou supérieur à: 10.000 000.00DA.

02) - L'Offre Technique :

- 1-Déclaration à Souscrire dûment remplie, datée, signée et paraphée.
- 2 Les délais d'exécution des Travaux daté et signé
- 3-Le Cahier des Charges dûment renseigné, paraphé, signé, daté et revêtu de la mention manuscrite « Lu et Accepté ».
- 4- Liste des Moyens Humains accompagnée par des pièces justificatives.
- 5-Liste des Moyens Matériels accompagnée par des pièces justificatives.
- 6-Tout Document permettant d'évaluer l'offre technique : Un mémoire technique justificatif précise.

03) - L'Offre Financière :

- 1- La Lettre de Soumission dûment remplie, datée, signée et paraphée.
 - 2- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) dûment rempli en HT en chiffres et en lettres, daté et signé.
 - 3- Le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) dûment rempli en HT et en TTC, daté et signé
- Il est précisé que les offres devront étre remis directement à la date et heure de dépôt des offres au bureau des marchés publics de la commune (la durée de préparation des offres est fixée à 15 jours à 10h00 à compter de la première parution dans les journaux nationaux et au BOMOP).
- Les soumissionnaires sont cordialement invités à assister à la séance publique d'ouverture des plis des offres le même jour de la date de dépôt des offres à 10h 30 m, au siège APC de Timezrit
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 03 mois augmentés de la durée de préparation des offres soit 105 jours.

Sudoku

1			9	2	5		4	7
	3							9
			3					
2	7	8		9				
	5			8				3
		4				9	1	
	9		5			8		
								2
6			1	2				

Codes

1	2	3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15			
16	17	18	19					



6	5	7	1	1	7	6	3	5		1	7	8	7
5	9	10	7		11	5	10	11	7	9	12	2	10
	5		11	1	12	6	12	9	3	5	4	4	5
1	12	11	9	12	4		6	5	13	6	5	9	
12	10	8	2	10	5	4		6	12	7	11		8
5	9	12	6	5		3	14	4	7	10		8	7
15	5	1	7	10	10	5		12	11	2	4	5	6
11		12	4	5		11	2	10		15	7	6	15
	16	2		4		1		8	2	12	9	5	
1	7	10		6	5	11	1	4	5	10	15	12	6
2	10		17	12	11	9	6	2	9	11		9	5
3	10	12	5	18	5		12	17	2		11	3	
4	5	10	9	5		1	18		12	18	12	15	5
5		8	5	6	3	4	5	5	10		11	5	9
	17	7	4		11	3	11	11	5	19		11	7

Pêle-mêle

ACEREE
ADROIT
ARCHE
ATROCE
ATTIRE
BARRE
BLESSEE
COMMERE
DALLANT
DEFLORE

DICTION
ECIMER
HAMECON
MENDIE
PLANER
REMORDS
SHORT
TIGREE
TRACOIR

ECIMERDM
TROHSEAE
PNCMFETN
LRALMRTD
ASOLAEII
NRDCLCRE
ECORTAEE
RITIORDA
RNOCEMAH
ANTIGREE
BLESEER

ATOUT
ATTACHE
BLEMI
CADUCEE
CHIPIE
CROYANT
DATEE
DECORUM
DIVORCE
ECROUE
GADGET
GRANDE
MAINATE
POMPIER
REGRET
RETIRER
SOURIRE
TARIR
VIDAGE

ESOURIRE
GRANDERA
AGADGETR
DDERRTEI
IAEIAICM
VTTCPRAE
OEHMOICL
REOYNRHB
CPAAOauc
ENTUOTAM
TEECUDAC

Mots fléchés

RÉSUMÉ, RAPPEL FAITES AVEC SUCCÈS	OPPOSÉ À N.-N.-E. BOÎTES DE VOTANTS	BÉCOTS CERTAIN	SORTE DE RÉFUGE RÉDUIRE L'ARBRE	MAL ÉLEVÉE, GROSSIÈRE	CINÉMA FAMILIER SERVITEUR	DFL ON FT DFNFUVF
				OPINION DONNÉE		
CROQUANT, CRAQUANT ADDRATEUR D'YOLE						
		PALPABLE TRÈS FATIGANTES		RISQUE, IMPRÉVU MICHES OU BACUETTES		
PAS BEAUCOUP COULE FAMILIÈREMENT		FORMATION VÉGÉTALE FEMME DU PARADIS			P	FABRICANTS DE MEUBLES DE LUXE
			TROISIÈME PERSONNE	CAPABLES NE RIEN DÉVOILER		
PASSAGE SOUS LA MONTAGNE	PRÉVENIR EXPRIME LE REFUS				ÉLÉMENTS DU COUSCOUS	PERSONNES VIVANTES
				PARFUMÉE À L'ANIS		
GAIN DE TIRAGE BARAQUE DE FOIRE		QUITTENT ENTRAVER, PERTURBER				
			CEUX-LÀ		PHINCE DU PÉTROLE PAR ICI !	
PALMARÈS DE TUBES	SÉLÉNIUM CHANDAIL		SUPPORT DE GRAPPE			EST DONC COURAGEUX
		ENFIN LA ! S'EST TROUVÉE MAL (S'EST)		ACTES DE VOLTIGEUR EXTIRPA		
TOUR DE LA FORÊT SAOULÉ		ABRUTI PFRDU			ARTICLE COURANT NOUVE TES LACETS	RADINERIE
			PLANTE GHIMPANTE		CAUSA UN PRÉJUDICE ARME DE TAUREAU	
NOYAI	PAS CI ÉTABLIR UN LIEN		COUVRIS UN GÂTEAU DE SIROP (TU)			FRIPÉE PAR L'ÂGE V
				OCCITAN (LANGUE D') ENSEMBLE DES GENS		SOLEIL DIVINISÉ
O D'OHL À QUEL ENDROIT ?		RENDRÉ ÉTROIT DANS LA SALIÈRE				DIMINUTIF DE LADY VIDÉ PAR LE BUVEUR
	RÂPERONS, ELIMERONS AU LABO, PLUTONIUM					BOUCHE DE PIGEON
SURVEILLE OUTILS DF PLÂTRIER			GRANDE RUFILF			VAPEUR CONDENSÉE

Solutions

Mots codés	Mots fléchés	Sudoku
ABERSS ENUTLE RAMPERT DAPATU USANADAP OREILLERS PALÉOCASSANTS NLEZARDES OELTRAVUT TRALEEROSAT OCINTREBARRET CURAREMAFIOSO AVTOCHATECSG ETONTELANISER DECELEBERSEME	NEES MONNAYE INES OTERASSIMILE PRETTAVASSFIT PERFORMANTAS SOUTLE ENCEINTE IENGMA ETRE IMITE OASIS ARETAS ADELIRANTE SONN RECI MEME ASSE HSS SLS L	643 815 792 364 951 278 529 437 186 795 182 432 861 918 273 654 186 529 816 925 795 432 861 918 273 654 186 529 816 925



NUMEROS UTILES

Numéros Verts

- Police : **1548**
- Gendarmerie nationale : **1055**
- Sonelgaz : **3303**
- Alerte kidnapping : **104**
- Personnes en difficulté ou en détresse : **1527**
- SOS Sécurité : **112**
- SOS Santé : **115**

Urgences

- SAMU : **021 23 50 50**
- Police : **17**
- Protection civile : **14**
- Gendarmerie nationale : **021 96 42 22**
- Sapeurs-Pompiers : **021 71 14 14**
- Sûreté de la wilaya d'Alger : **021 73 00 73**
- Centre antipoison : **021 97 98 98**
- Centre des grands brûlés : **021 63 29 95**
- Institut Pasteur : **021 67 25 02**

Hôpitaux

- CHU Mustapha : **021 23 35 35**
- CHU Ait Idir : **021 97 98 00**
- CHU Ben Aknoun : **021 91 21 63**
- CHU Beni Messous : **021 93 15 50**
- CHU Kouba : **021 28 33 33**
- CHU Bab El Oued : **021 96 06 06**
- CHU Bologhine : **021 95 82 24**
- CHU El Kettar : **021 96 48 97**
- HCA Aïn Naâdja : **021 54 05 05**
- Hopital Tixeraine : **021 55 01 10**
- Hopital Zéralda : **021 32 63 94**
- Centre Pierre et Marie Curie : **021 23 66 66**

Compagnies Aériennes

- Air Algérie : **021 74 24 28**
- Tassili Airlines : **021 50 98 58**
- Aigle Azur : **021 50 91 91**
- Air France : **021 98 04 04**

Dépannages

- Gaz : **021 68 44 00**
- Electricité : **021 68 55 00**
- Service des eaux : **021 67 50 30**

Radios

- Chaîne I : **021 21 48 37**
- Chaîne II : **021 69 11 70**
- Chaîne III : **021 48 15 15**
- Radio El Bahdja : **023 70 99 99**
- Jil FM : **021 69 27 27**
- ENRS : **021 69 34 03/06**

Services

- Algérie Télécom : **100**
- Serveur vocal chèques postaux : **1530**
- Seaal : **3394**
- Scouts musulmans algériens : **3033**
- Association algérienne de psychiatrie : **1512**
- Réclamations : **18**
- Renseignements / Réveil : **19**
- Télégramme : **13**

Hôtels - Alger

- Hôtel El Djazaïr : **026 21 80 80**
- Hôtel El Aurassi : **021 74 82 52**
- Hôtel Hilton : **021 21 96 96**
- Hôtel Sheraton : **021 37 77 77**
- Hôtel Mercure : **021 24 59 70**
- Hôtel Ibis : **021 98 80 20**
- Hôtel Albert Premier : **021 73 65 06**
- Hôtel Safir : **0551 42 58 48**
- Hôtel El Riadh : **021 45 23 58**
- Hôtel Mazafran : **021 32 00 00**
- Hôtel AZ Zéralda : **023 32 55 89**
- Hôtel Oasis - Kouba : **021 77 04 04**
- Hôtel New Day - Kouba : **023 77 47 47**
- Hôtel Mouflon d'Or : **021 54 25 62**

Hôtels - Sud

- Hôtel El Djanoub - Ghardaïa : **029 89 46 20**
- Hôtel - El Boustan - El Ménéa : **029 81 60 50**
- Hôtel Tahat - Tamanrasset : **029 31 21 21**
- Hôtel Gourara - Timimoun : **049 90 26 27**
- Hôtel Touat - Adrar : **049 96 99 33**

Hôtels - Est

- Hôtel Antar - Béchar : **049 81 71 63**
- Hôtel Kerdada - Bou Saâda : **035 53 39 04**
- Hôtel Le Caïd - Bou Saâda : **035 53 43 94**
- Hôtel Zaïd - Hassi Messaoud : **0660 20 88 20**
- Hôtel La Gazelle d'Or - El Oued : **032 11 89 02**
- Hôtel Marriott - Constantine : **035 53 39 04**
- Hôtel Ibis - Constantine : **031 99 20 00**
- Hôtel Cirta - Constantine : **031 92 19 80**
- Hôtel Le Majestic - Annaba : **038 86 54 54**
- Hôtel El Mountazah - Annaba : **038 65 24 12**
- Hôtel El Hidhab - Sétif : **036 51 41 34**

Hôtels - Ouest

- Hôtel Sheraton - Oran : **041 59 01 00**
- Hôtel Royal - Oran : **041 29 17 17**
- Hôtel Ibis - Oran : **041 98 23 00**
- Hôtel Renaissance - Tlemcen : **043 40 11 11**
- Hôtel Les Zianides - Tlemcen : **043 27 71 21 à 25**
- Hôtel Ziri - Ghazaouet : **043 32 30 25**



20h05 : Olivia

Justine est une adolescente tourmentée. Lorsque ses parents découvrent qu'elle se scarifie, ils font appel à Olivia car ils sont persuadés qu'elle est harcelée au lycée. L'avocate découvre que l'adolescente est prise dans un défi en ligne morbide dont la dernière étape n'est autre que le suicide des participants...



2

20h00 : Envoyé spécial

Faut-il interdire les pesticides chimiques à proximité des habitations ? Agriculteurs, riverains, élus, la question divise. Des maires de tous bords politiques multiplient...



3

20h05 : Inspecteur la Bavure

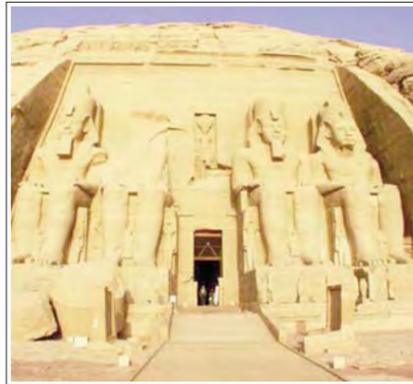
Un jeune inspecteur de police, surnommé La Bavure à cause de ses nombreuses maladresses, se retrouve incidemment sur les traces de l'ennemi public N° 1...



5

19h50 : Les secrets du temple d'Abou Simbel

Ancré dans une imposante falaise de grès, Abu Simbel est l'un des sites les plus impressionnants de l'Égypte ancienne. Il a été conçu comme le témoignage éternel...



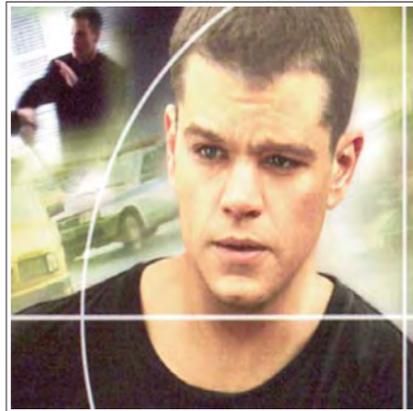
20h00 : The Twilight Zone

La jeune scientifique Annie Miller passe la soirée chez Dylan, un de ses collègues, lorsqu'une pluie de météorites s'abat sur la ville. Les deux jeunes gens interrompent leur tête-à-tête...



20h00 : La mort dans la peau

Jason Bourne, l'agent de la CIA frappé d'amnésie, sort de sa retraite pour châtier l'assassin de sa compagne et lever enfin le voile sur son trouble passé de gâchette des services secrets...



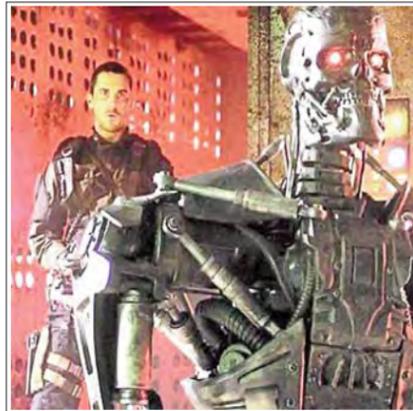
19h55 : Occasions à saisir

Mike et Ant se lancent dans le tout nouveau marché des SUV américains emblématiques avec une Jeep Grand Wagoneer de 1988. La voiture a une bonne structure mais la suspension...



19h05 : Terminator Renaissance

En 2018, après l'Apocalypse et la défaite de l'humanité face aux robots, John Connor, chef de la résistance, s'allie à un mystérieux inconnu pour faire face à l'assaut final des machines,...



20h10 : Handball : Danemark / France

Les Bleus comptent bien se servir des deux premières manches de la Golden League pour se préparer à l'Euro 2020 qui se déroulera du 9 au 26 janvier...



Hôtel - Béjaïa

- Hôtel Les Hammadites : **0776 88 22 38**

Hôtel - Tizi-Ouzou

- Hôtel Lalla Khedidja : **0795 22 65 77**

AEROPORTS

- Houari Boumédiène - Alger : **021 50 91 91**
- Ahmed Ben Bella - Oran : **041 59 10 77**
- Mohamed Boudiaf - Constantine : **031 81 01 24**
- Rabah Bitat - Annaba : **038 52 01 59**
- Mostepha Ben Boulaid - Batna : **023 77 01 10**
- 8 Mai 1945 - Sétif : **0651 88 73 66**

MJS

Plusieurs structures du complexe Mohamed-Boudiaf mises à la disposition des fédérations



Les fédérations algériennes d'athlétisme, d'escrime et de natation ont signé, mardi au siège du ministère de la Jeunesse et des Sports, des conventions avec le Complexe olympique Mohamed- Juillet (Alger) pour mettre nombre de structures du Complexe à la disposition des sélections nationales.

La caisse du complexe sera renflouée en raison de la location de ces structures sportives à ces fédérations en vertu d'un contrat de location. Le stade d'athlétisme olympique 5-Juillet (Sato) sera désormais mis à la disposition à la Fédération d'athlétisme, la piscine semi-olympique aux jeunes catégories de la natation, alors que la salle omnisports du centre féminin de Ben Aknoun sera exploitée par l'équipe nationale d'escrime. Intervenant à cette occasion, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Raouf Salim Bernaoui, a déclaré «puisque le complexe olympique Mohamed-Boudiaf pâtit des faibles revenus financières et les fédérations se plaignent, à leur tour, du manque des structures sportives pour effectuer leurs préparations, je crois que les conventions signées aujourd'hui sont bénéfiques et positives et pour le ministère et pour les

fédérations». Et d'ajouter : «Le meilleur client du complexe olympique qui est un bien de l'Etat sont les fédérations et ce conformément au principe «gagnant-gagnant». C'est un plan d'action que j'ai évoqué auparavant qui concerne le volume d'entraînements, l'exercice des sports au sein des structures sportives, la rentabilité et la mise de ces structures à la disposition des sélections nationales pour garantir la stabilité», a-t-il poursuivi. «L'Etat ne peut pas continuer à financer le complexe qui emploie 580 salariés. Cette structure sportive de haut niveau devra trouver d'autres ressources financières afin d'assurer l'entretien et les salaires des employés», a-t-il avancé, faisant savoir que «des revenus des tickets en Algérie sont symboliques». A cette occasion, les présidents des fédérations sportives nationales se sont félicités de la teneur des conventions signées, qui, disent-ils, «donneront un nouvel élan au sport algérien et contribuent également à résoudre un grand problème dont souffrent ces instances depuis des années, à savoir le manque flagrant en matière de centres de préparation et d'entraînements des sélections nationales.

Bilel C.

Relations algéro-hongroises Berraf décoré de l'Ordre du Mérite de Hongrie

Le président du Comité olympique et sportif algérien (COA), Mustapha Berraf, a été décoré, ce mercredi à Alger, de l'Ordre du Mérite de Hongrie, une distinction qui «vient en reconnaissance de sa contribution à la promotion des échanges entre la Hongrie et l'Algérie dans le domaine sportif».

La distinction lui a été remise par l'ambassadrice de Hongrie en Algérie, Helga Katalin Pritz, qui a souligné à cette occasion que cette décoration vient en reconnaissance de sa contribution à la promotion des échanges entre la Hongrie et l'Algérie dans le domaine sportif. «Le président Berraf a ouvert la voie à de nombreux échanges, à des stages d'entraînement des athlètes de haut niveau et au partage de connaissances à d'autres professionnels du sport», a relevé Helga Katalin Pritz. Pour le président du COA, également président de l'Association des comités nationaux olympiques africains (ACNOA), son instance «veut faire profiter

le sport algérien de l'expérience hongroise, notamment en matière de préparation des athlètes, d'encadrement technique et aussi dans l'organisation des grands événements». La coopération algéro-hongroise dans le domaine du sport a été rendue effective suite à une convention cadre, signée le 23 mars 2018 par le COA avec son homologue de Hongrie (MOB), portant sur plusieurs aspects, en prévision des prochaines échéances internationales. A travers cet accord de coopération, 61 athlètes de dix fédérations sportives ont effectué le mois d'août dernier un regroupement à Budapest (Hongrie), dans le cadre du lancement du processus de préparation des jeunes talents sportifs de différentes disciplines en vue des Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ-2022) à Dakar (Sénégal). Lors de cette cérémonie, l'Ordre du Mérite de Hongrie a été également décerné à Rachid Benaïssa, ancien ministre de l'agriculture qui a «grandement contribué à l'amitié ainsi

qu'aux liens professionnels et économiques entre les deux pays». «Il a travaillé pendant des décennies sur le renforcement de la coopération entre les deux pays, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et vétérinaire. Il a soutenu des projets interinstitutionnels structurants et a ouvert ainsi la voie à davantage de liens de coopération entre les entreprises des deux pays», a fait savoir Helga Katalin Pritz. Membre fondateur du CIO (Comité international olympique), la Hongrie est une grande nation de sport qui a donné un nombre important de champions du monde et olympiques dans plusieurs disciplines sportives à l'instar de Pal Schmitt, double champion olympique en 1968 (Mexico) et 1972 (Munich), et Krisztian Kulcsar, médaillé d'argent en escrime aux Jeux olympiques de Barcelone 1992 et d'Athènes 2004, champion du monde et d'Europe dans sa spécialité et président du Comité olympique hongrois depuis mai 2017.



Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU DE LA WILAYA DE SETIF

NIF : 41000600001932

TEL : (036) 66 45 26 / FAX : (036) 66 45 24

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N° 15/247 du 16-09-2015, complété portant réglementation des marchés publics, le directeur des ressources en eau de la wilaya de Sétif informe l'ensemble des soumissionnaires ayant répondu à l'avis d'appel d'offres national restreint N° 21/2019 paru dans le journal (EL Salem) en date 26/08/2019 En arabe et (L'Echo d'Algérie) en date 27/08/2019 en français pour l'attribution provisoire relatif à l'opération suivante :

Réalisation d'un forage de remplacement leabayid commune Aïn Oulmen.

Et le projet suivant :

Réalisation d'un forage de remplacement leabayid de 300 ml commune Aïn Oulmen.

ENTREPRISE	NIF	MANTANT TTC	Délai de Réalisation	OBSERVATION
HADJI AHMED	197228110064629	9.843.680,00 DA	03 MOIS	Moins disant

EN application de l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 incluant réglementation des marchés publics pour les autres soumissionnaires le service contractant invite ceux qui sont intéressés de se rapprocher de la Direction des ressources en eau au plus tard (03) jours à compter du 1^{er} jour de la publication de l'attribution provisoire à prendre connaissance détaillée de l'évaluation de leurs offres.

Il est possible pour tous les soumissionnaires qui ont des contestations à l'égard du présent choix de présenter leurs recours auprès du comité des marchés publics de la wilaya de setif à une durée ne dépassant pas les (10) jours à compter de la 1^{er} parution de ce présent avis on application du décret présidentiel exécutif N°15/247 du 16/09/2015.

L'Echo d'Algérie : 24/10/2019

Anep : 1916 022 633

Ouargla

Plus de 120 participants attendus à la 2^e édition des Courses de méharis

Plus de 120 concurrents nationaux et étrangers sont attendus pour prendre part à la 2^e édition des Courses de méharis à Ouargla, prévue du 30 octobre au 1^{er} novembre, ont annoncé les organisateurs. Les participants à cette manifestation coïncidant avec les festivités célébrant le 65^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1^{er} Novembre sont issus de différentes wilayas algériennes et de pays voisins (Tunisie, Libye, Niger et Mali), a affirmé Ayat Allah Benmansour, président du club «Rimel» de courses de méharis, basé dans la commune d'Aïn El Beïda.

Le programme de ce rendez-vous sportif comprend notamment une course dédiée aux «Hachyane» (jeunes méharis) sur un parcours de 10 km et le challenge «El Sayf Edhahabi» (l'épée d'or) qui se déroulera sur une distance de 15 km au niveau du parcours de «Krima» dans la commune de Rouissat, en plus de l'organisation d'une course sur diverses distances dans la zone d'El Bekrate, jouxtant l'intersection Ouargla / Hassi Messaoud / Touggourt, a précisé Benmansour. Organisé en collaboration, notamment, avec la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Ouargla et d'entrepreneurs locaux, cet événement vise à promouvoir les courses de méharis pour réhabiliter cette discipline sportive et œuvrer à son intégration parmi les disciplines agréées en Algérie, a-t-il ajouté.

Équipe nationale Belmadi à la recherche de doublures



Depuis la précédente CAN, le sélectionneur national, Djamel Belmadi, a pu trouver son équipe type. Toutefois, il convient à présent d'être fixé sur des doublures de valeur, notamment dans certains postes, à l'image des latéraux, de la charnière centrale et du milieu de terrain défensif et relayeur.

Cette réalité s'est confirmée d'ailleurs au cours du match amical joué contre la RD Congo. Ce jour-là, Belmadi a donné la chance à certains joueurs pour s'exprimer pleinement contre une coriace formation congolaise, mais à son grand dam, il a été déçu par le rendement de pas mal d'éléments d'entre-eux. Du coup, le patron technique des Verts s'est mis à la recherche d'oiseaux rares capables de donner le plus escompté quand il est question de faire appel à eux. Il faut dire que même en essayant de prospecter au sein de la sélection nationale des joueurs locaux, le coach national s'est rendu compte qu'il n'y avait rien à voir. Dans les deux matchs contre le Maroc, les Algériens ont rendu une copie terne, et aucun joueur d'entre-eux n'a réussi à émerger du lot. Voilà qui complique davantage la mission de Belmadi contraint de voir plutôt outre mer. Les observateurs sont cependant

optimistes quant aux possibilités de voir la sélection algérienne se doter de bonnes doublures en vue des prochaines échéances. En effet, sur le côté droit de la défense, les prestations qu'est en train de fournir l'ex-latéral du MCO, Helaïmia dans le championnat belge pourraient bien lui permettre de taper dans l'œil de Belmadi pour constituer une solution de rechange pour le titulaire dans le poste Atal, surtout que Loucif, transféré cet été à Angers, n'a encore joué la moindre minute avec l'équipe première de la formation française. Du côté gauche de la défense, Bensebaïni qui a hérité ce poste de Ghoulam, trouve de la peine pour apporter le plus escompté en attaque, se contentant d'accomplir son rôle en défense. Farès étant blessé, l'entraîneur national a essayé Abdellaoui contre la RDC sans qu'il soit convaincant, alors que Chetti, lui, n'a été aligné que pour quelques bribes de minutes

insuffisantes pour apporter un quelconque jugement sur lui. Idem pour la charnière centrale où Hassani ne semble pas avoir donné satisfaction pour espérer remplacer Halliche, alors que le niveau de Tahrat est en nette régression depuis qu'il a opté pour un club saoudien. En milieu de terrain, Guedioura est en train de retrouver une seconde jeunesse, mais lui trouver une doublure devient des plus urgents. Certes, Mehdi Abeid est là pour parer à toute éventuelle défection, mais la nécessité de dénicher un autre milieu se fait de plus en plus ressentir. Voilà qui devrait pousser Belmadi à rappeler Belkebla, auteur d'un bon début de saison avec Brest, après avoir été exclu des rangs des Fennecs peu avant le début de la précédente CAN après son fameux écart disciplinaire.

AS Monaco

Slimani acheté pour 9 millions d'euros ?

Prêté avec option d'achat par Leicester City à l'AS Monaco, Islam Slimani se montre à son avantage depuis le début de son aventure avec le club de la Principauté. S'il reste sous contrat jusqu'en juin 2021 avec le club anglais, l'attaquant algérien pourrait s'inscrire sur une plus longue période sur le Rocher. Selon les informations de Sky Sports, les dirigeants monégasques auraient à déboursé 7,8 millions de livres, soit 9

millions €, pour s'attacher les services de l'ancien pensionnaire de Leicester City. En 7 matches de Ligue 1, le footballeur âgé de 31 ans a marqué 5 buts et délivré 7 passes décisives. Son entente avec Wissam Ben Yedder fait des merveilles jusqu'à présent rapporte Topmercato.com.



Futsal - CAN-2020

Ramdane «out» contre la Libye, remplacé par Benkrouf

Blessé à la cuisse droite, le joueur de la sélection algérienne de futsal Chemseddine Ramdane est forfait pour le match de samedi contre la Libye, dans le cadre des qualifications à la CAN-2020 et sera remplacé Abdallah Benkrouf, sociétaire du club français Villeneuve d'Ascq, a-t-on appris du staff technique. «Nous avons longtemps entretenu l'espoir de récupérer Ramdane, mais l'échographie qu'il a passée mardi a démontré qu'il n'allait pas pouvoir jouer contre la Libye. Nous l'avons donc mis au repos et fait appel à Abdallah Benkrouf pour le remplacer», a indiqué, l'entraîneur national, Nordine Benamrouche.

Ramdane, sociétaire du MC Béjaïa, était déçu après cette annonce car il tenait à être de la partie contre la Libye et participer à une éventuelle qualification des «Verts» à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), prévue en 2020 au Maroc. «Cela fait deux ans que je n'ai pas eu le moindre pépin physique, et voilà qu'à la veille d'un match très important, je contracte une blessure compromettante. C'est très dur à accepter», a réagi Ramdane avec beaucoup d'amertume. Le match aller entre l'Algérie et la Libye est programmé samedi (19h) à la Coupole du complexe-olympique Mohamed-Boudiaf (Alger), alors que le retour se jouera au Caire (Egypte) en raison de la situation sécuritaire prévalant en Libye.

Brentford

Saïd Benrahma signe un chef d'œuvre face à Swansea

Trois jours après avoir signé ses deux premières passes décisives de la saison, Saïd Benrahma a débloqué son compte de buts cette saison en inscrivant un des 3 buts de Brentford qui s'est imposé sur la pelouse de Swansea (3-0), ce mardi soir à l'occasion de la 12^e journée de Championship. L'international algérien a ouvert le score à la demi-heure de jeu d'une frappe enroulée qui va se loger en pleine lucarne du portier des «Swans»,

Woodman. Six minutes plus tard, les Abeilles doubleront la mise grâce à un but contre son camp de Bidwell (2-0, 36. En 2^e période l'attaquant français Mbeumo, profite d'une mauvaise relance de la défense des Noir et Blanc pour enfoncer le clou d'une belle frappe sèche (3-0, 56. Au classement, Brentford remonte à la 12^e place au classement à 4 points de la 6^e place, synonyme de play-off en fin de saison.

Boudebouz à Foot Express

«L'arrivée du nouveau coach me fait beaucoup de bien»

Très attendu par les supporters depuis son arrivée à Saint Etienne, Ryad Boudebouz vit un début de saison en dents de scie, à l'image de ses coéquipiers. Dans un entretien accordé à Foot Express, le joueur algérien est revenu sur son début d'aventure avec les Verts, marqué par l'arrivée de Claude Puel sur le banc et une tendance qui s'est inversée après avoir même été classé 18^e du championnat : «La méthode Puel

c'est de marquer à la 90^e, c'est ça ? On essaye de bien défendre en bloc, de bien respecter les consignes et pour l'instant ça paie. C'est sur qu'on peut s'améliorer avec le temps car on a les joueurs pour. ça ne fait qu'une quinzaine de jours que le coach est arrivé, c'est déjà bien on a pris 6 points dont 3 points dans le derby.» Concernant ses objectifs personnels, Boudebouz souhaite forcément retrouver son niveau. Il est conscient

que cela passera par le travail : «Je veux retrouver mon niveau. je sais que je dois travailler parce qu'on m'attend à mon meilleur niveau ici. Moi-même j'ai envie de m'épanouir. Aujourd'hui, l'arrivée du nouveau coach me fait beaucoup de bien. Il m'a remis en confiance et je travaille tous les jours pour être le plus efficace possible. J'espère que ça va venir le plus rapidement possible.» Des propos relayés par 90 mn.

Coupe de la Confédération

Des arbitres eswatiniens pour Kampala City-Paradou AC

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral d'Eswatini pour diriger les 6^{es} de finale bis aller de la Coupe de la Confédération entre Kampala City et le Paradou AC, prévu dimanche à 16h locales (14h algériennes) au stade Startimes de Lugogo, à Kampala. Le match sera dirigé par le directeur de jeu Thulani Sibandze, assisté de ses deux compatriotes Sifiso Nxumalo et Petros Mzikayifani Mbingo en tant que 1^{er} et 2^e arbitres assistants. Le match retour se jouera au stade du 5-Juillet (Alger) le dimanche 3 novembre. Le vainqueur de la double confrontation se qualifie pour la phase de poules de la Coupe de la Confédération. Le PAC s'est qualifié aux 16^{es} de finale bis de la Coupe de la Confédération en éliminant le représentant tunisien du CS Sfax (3-1 aller, 0-0 retour), alors que son adversaire, Kampala City, a été éliminé aux 16^{es} de finale de la Ligue des champions par les Angolais de Petro Atlético de Luanda (0-0, 1-1).

OGC Nice

Atal, le Milan AC intéressé ?

Après l'intérêt porté par le PSG et la Juventus sur l'international algérien de l'OGC Nice, Youcef Atal. C'est un autre grand du football italien qui viendrait essayer de recruter Atal, à savoir le Milan AC, où évolue l'algérien Ismaël Bennacer. Selon Calciomercato, le club lombard serait très intéressé par le profil de l'ex-Paciste. Le même journal italien a indiqué que les milanais pourraient faire un effort financier afin de s'attacher les services de l'arrière droit des aiglons durant le prochain mercato hivernal, sachant qu'il est sous contrat jusqu'en 2023. En outre, parmi les autres cibles milanaises sur le poste d'arrière droit, on retrouverait Zeki Çelik, Djibril Sidibé et Serge Aurier. Ces noms seraient des profils moins onéreux pour les Rossoneri. Pour rappel, le président de l'OGC Nice, Jean-Pierre Rivère a indiqué récemment que son joueur sera cédé uniquement pour un grand d'Europe en contrepartie d'une somme assez élevée.

MHC Montpellier

Delort optimiste pour son retour

Le buteur algérien de Montpellier, Andy Delort, s'est exprimé hier, au sujet de son retour à la compétition. Le champion d'Afrique a déclaré : « Ça va beaucoup mieux ! J'ai bien récupéré, j'ai pu m'entraîner ce matin normalement avec le groupe ça fait du bien. J'adore m'entraîner et ça m'a manqué pendant ces 15 jours ». Andy Delort a ajouté : « Je suis là et j'espère être présent samedi. Aucune douleur, un peu d'appréhension, c'est normal avec ce terrain qui glisse un peu mais l'entraînement s'est bien passé, j'ai marqué donc ça va ». Pour rappel, l'attaquant montpelliérain s'est blessé, il y a moins de trois semaines face à l'AS Monaco en championnat.

Al Sadd

Bounedjah ne disputera pas la finale

En dépit de leur victoire hier en Arabie Saoudite face au Hilal Saoudi (4-2), les coéquipiers de Bounedjah ne se sont pas qualifiés pour la finale de Ligue des champions d'Asie. Le match aller au Qatar s'était terminé sur le score de 4 à 1 en faveur des saoudiens. L'international algérien d'Al Sadd, Baghdad Bounedjah avait été expulsé lors de ce match aller ce qui explique son absence hier. Le score cumulé est de 6 à 5 pour les saoudiens et donc insuffisant pour Al Sadd. Malheureusement Bounedjah ne disputera pas la finale continentale avec son équipe.

LNF

De qui se moque-t-on ?

L'on croyait la Ligue nationale de football au bord de l'implosion. Des membres influents du Bureau de la LNF se sont insurgés et sont carrément entrés en rébellion récemment dénonçant une gestion opaque et unilatérale du président Abdelkrim Medouar au point d'exiger son départ immédiat.

Ce dernier isolé, était pratiquement sur le point de remettre son mandat à l'assemblée générale. Du moins, c'est ce que l'on pensait. Coup de théâtre ! Tout ce beau monde s'est retrouvé mardi dans une salle capitonnée d'un grand hôtel à Alger et s'est réconcilié comme par enchantement. Une réunion tenue presque dans la clandestinité pour laver le linge sale non pas en famille, mais en petite bande désorganisée. Ils n'ont pas manqué par la suite, sans vergogne et toute honte bue, de s'afficher devant les caméras pour annoncer la grande nouvelle. Qui a dit qu'il y avait une crise au niveau de la LNF ? Un scénario digne d'une telenovela brésilienne embrouillée à la sauce mafieuse. Que peut-on attendre de ce genre de personnes sans aucun principe ni dignité ayant perdu toute crédibilité et légitimité ? L'on comprend dès lors pourquoi notre football est tombé si bas. Il est entre de mauvaises mains qui complotent et manigancent en coulisses seulement pour leur propres intérêts et en toute impunité. L'on comprend aussi pourquoi Medouar affichait une grande sérénité, malgré les griefs retenus contre lui et les graves accusations dont il faisait l'objet. Il savait que ses opposants n'avaient pas du cran pour aller au bout de leurs revendications. Il a suffi d'un petit conciliabule



au cours duquel il y a eu certainement des compromis et surtout des promesses de partage du gâteau pour que tout rentre dans l'ordre. Djamel Messaoudi, l'ex vice-président de la LNF, le meneur de la fronde, s'est rétracté en retirant toutes ses accusations. Pour justifier son volte-face à 360°, il a déclaré que des personnalités « d'en-haut » lui ont conseillé de se tenir tranquille, car la conjoncture politique actuelle ne s'y prête pas ! On croit nager en plein délire. Le hic est que dans quelques jours on oubliera ce feuilleton de mauvais goût et on passera à autre chose. C'est tout

notre malheur. Dans un autre pays qui se respecte, ce genre de scandale ne restera pas sans conséquences. L'on ne peut pas effacer d'un trait des accusations aussi graves que la mauvaise gestion ou l'abus de biens sociaux. On doit rendre des comptes et chacun doit assumer ses responsabilités. Ce qui est loin d'être le cas chez nous. Après ce camouflet et pour retrouver une certaine crédibilité qu'ils ont perdue à jamais, le président de la LNF et ses anciens ennemis redevenus de nouveau ses collaborateurs, ont pondu un communiqué dans lequel ils nous sortent leur vieille chanson

selon laquelle ils vont mettre leur différend de côté « dans l'intérêt du football ». Ils ont décidé par ailleurs de se soumettre à l'obligation de réserve. « Le Bureau a convergé sur l'importance du respect de l'obligation de réserve afin de préserver l'homogénéité de l'action de la Ligue. Aussi, le Bureau a décidé que tout membre doit se référer préalablement au Président de la LFP pour toute déclaration aux médias concernant la LFP », a-t-on décrété. Visiblement, on ne badine plus avec la discipline. Les ordres venus « d'en-haut » sont très stricts !

Ali Nezlioui

Coupe du Monde de football militaire

L'Algérie bat l'Irlande (3-0) et va en demi-finale

L'équipe nationale algérienne militaire de football a assuré sa présence aux demi-finales des Jeux mondiaux militaires à Wuhan (Chine), en éliminant l'Irlande (3-0), mi-temps 1-0, mercredi en quart de finale du tournoi. Les trois buts algériens ont été inscrits par Doran Craig (csc 26'), Oussama Gatal (47') et Houssein Eddine Ghacha (90+1). L'Algérie a terminé la

partie à 9 après l'expulsion d'Oussama Gatal (83', carton rouge) et Walid Ouabdi (84', pour cumul de cartons). De son côté, le joueur irlandais Sean Gannon a été exclu dans le temps additionnel (90+7). Les deux sélections s'étaient déjà rencontrées au tour préliminaire en poule A, et la victoire était revenue à l'Algérie sur un score sans appel (4-0). En demi-finale, prévue vendredi, les

protégés de Mohamed Boutadjine affronteront le Bahreïn, vainqueur en quart de la sélection d'Oman (1-0), alors que dans l'autre demi-finale, la Corée du Nord qui a éliminé la Grèce (1-0), en découdra avec le Qatar tombeur de l'Egypte sur le même score. La finale et le match pour la médaille de bronze sont programmés pour le 27 octobre.

**Galatasaray Feghouli : « Rien n'est encore joué pour la qualification »**

Le milieu de terrain algérien du Galatasaray, Sofiane Feghouli, a expliqué suite à la défaite face au Real Madrid (0-1) que rien n'était encore fait en Ligue des champions, et qu'une qualification était toujours possible pour les turcs. Le champion d'Afrique a débuté : « On s'est créé beaucoup d'occasions durant les dix premières minutes, on aurait dû les concrétiser. L'équipe du Real Madrid a réussi à marquer sur sa 1^e ou sa 2^e occasion, c'est ce qui fait la différence à ce niveau. Il faut savoir terminer les occasions que l'on se procure sur l'ensemble du

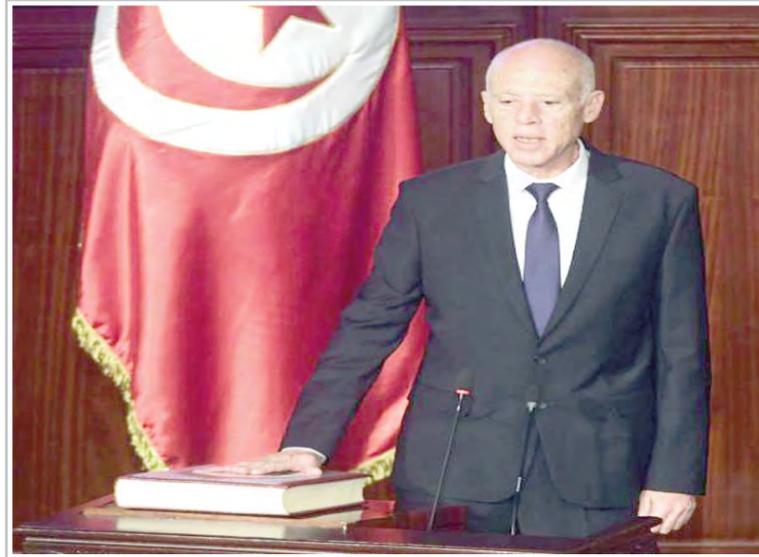
match, Madrid a mérité sa victoire ». Concernant la suite de la compétition, Sofiane Feghouli dira : « Il faut jouer les prochains matchs à fond, rien n'est encore joué pour la qualification. Il va falloir élever notre niveau de jeu. Pour le moment, ce n'est pas assez pour pouvoir gagner avec deux matchs à l'extérieur en plus ». Le milieu de terrain de 29 ans a conclu : « Cela va être difficile mais rien n'est joué d'avance dans le football, il faut se battre jusqu'à la dernière minute ». L'international algérien est entré en jeu en début de seconde période, son équipe était déjà menée au score après un but signé Toni Kroos. Feghouli n'est pas entré dans un contexte facile, les turcs étaient en difficulté mais il a tout de même rendu une copie plus que correcte.

Météo	Alger	Oran	Constantine	Adrar	Tamanrasset
Min Max	15°/21°	11°/19°	11°/20°	12°/30°	18°/31°
Horaires des prières	El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
Alger	05:30	12:33	15:35	18:05	19:25

Tunisie

Le nouveau président, Kaïs Saïed, prête serment

Le nouveau président de la République de Tunisie, Kaïs Saïed, large vainqueur des élections du 13 octobre écoulé, avec 72,71% des voix au second tour, a prêté serment, ce mercredi. Avec un profil politique qui échappe à bon nombre d'observateurs, Kaïs Saïed, n'en prône pas pour autant un strict respect des lois et une révolution par le droit, selon la presse française qui relève déjà, une posture farouchement anti-israélienne. A rappeler que, candidat, le nouveau Président a dédié sa première visite à l'Algérie.



Présidentielle 2019

L'organisation de débats télévisés entre candidats revient à l'ANIE

L'organisation de débats télévisés entre candidats en prévision de l'élection présidentielle du 12 décembre prochain revient à l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement et ministre de la Culture par intérim, Hassan Rabehi. «L'organisation de débats entre candidats au scrutin présidentiel du 12 décembre est du ressort de l'Autorité nationale indépendante des élections», a déclaré Rabehi en marge de la Journée nationale de la presse. Il a affirmé que «l'Etat garantira tous les moyens à cette auto-

rité dans le cadre de l'exercice de ses missions en relation avec la préparation et l'organisation de ce rendez-vous électoral». Répondant à une question sur les poursuites judiciaires contre un journaliste, le ministre a souligné que «le concerné ainsi que toutes les personnes poursuivies en justice seront jugées conformément aux lois de la République, en fonction des accusations retenues contre chacun d'eux». Il a appelé les journalistes à «être objectifs et se conformer aux règles de la déontologie et du professionnalisme».

Azzedine Mihoubi dépose son dossier de candidature au siège de l'ANIE

Le candidat du Rassemblement national démocratique (RND) à la Présidentielle du 12 décembre, Azzedine Mihoubi, a déposé, hier, son dossier de candidature au siège de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), sis au Palais des Nations-Club des Pins (Alger). Dans une déclaration à la presse à l'issue du dépôt de son dossier de candidature, Mihoubi a indiqué que la Présidentielle du 12 décembre «constitue un rendez-vous important qui ne concerne pas un parti ou une personnalité en particulier mais l'ensemble des Algériens», insistant sur l'importance de concourir à la réus-

site de cette échéance, en veillant à garantir «la transparence et la régularité tout au long du processus électoral». Concernant son programme, Mihoubi a fait part de son intention de présenter «un programme ambitieux et applicable, afin de satisfaire les préoccupations des citoyens, notamment les plus urgentes», souhaitant que la campagne électorale soit «marquée par une concurrence entre les programmes» et «proche des citoyens». Mihoubi, premier postulant à la candidature pour la Présidentielle ayant déposé son dossier, a annoncé «avoir largement dépassé le nombre requis de signatures».

Coopération parlementaire algéro-pakistanaise Chenine reçoit l'ambassadeur du Pakistan



Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine, a reçu, ce mercredi, l'ambassadeur du Pakistan à Alger, Ata-Ul-Munim Shahid, avec lequel il a examiné les voies et moyens à même de redynamiser. Cette redynamisation permettra de renforcer «les contacts par le partage d'expériences et d'expertises parlementaires, la concertation, la coordination et la consolidation

des liens d'amitié entre les deux peuples». Les deux parties ont passé en revue, lors de cette rencontre, les relations historiques liant les deux pays ainsi que la coopération bilatérale et les perspectives de son développement dans les différents domaines, a ajouté le communiqué.

La rencontre a porté également sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun.

Start-up

Coup d'envoi d'une formation au profit de 400 jeunes universitaires

Une session de formation et de coaching sera lancée aujourd'hui à Alger, en faveur de 400 jeunes porteurs de 250 projets de start-up, a indiqué le ministère de l'Industrie dans un communiqué. Il s'agit de la dernière phase du programme ELIP (entrepreneurship, leadership & innovation program) initié par l'association Réseau entrepreneurial global (REG) avec l'appui du ministère de l'Industrie. Cette phase, baptisée : «ELIP Connect Camp», s'adresse aux jeunes universitaires sélectionnés à l'issue d'un processus d'accompagnement et de mentorat au titre du programme ELIP, précise la même source. La ministre du secteur, Djamilia Tamazirt, procédera à l'ouverture officielle de la formation, en présence de plusieurs membres du gouvernement, des PDG des groupes industriels et des banques, de directeurs généraux d'organismes et institutions publics et privés, de chefs d'entreprises, de présidents d'associations professionnelles, d'étudiants et d'autres acteurs de l'écosystème des start-up en Algérie. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie sectoriel visant à promouvoir la culture entrepreneuriale et de moderniser l'écosystème des start-up afin qu'il puisse connaître le dynamisme espéré par les pouvoirs publics, selon le communiqué. En marge de la formation des panels et des rencontres BtoB entre les 250 start-up et les différents acteurs de l'écosystème sont programmés, ajoute-t-il.

Cartes Edahabia

Lancement de l'opération de renouvellement des cartes arrivant à expiration



Une opération de renouvellement automatique des cartes Edahabia, arrivant à expiration, est lancée, indique ce mercredi un communiqué d'Algérie Poste (AP), assurant que cette opération se fera «en observant toutes les normes de sécurité et les règles d'usage en matière des cartes monétiques». Algérie Poste met à la disposition des clients quatre canaux de suivi de l'état de renouvellement de leurs cartes «pour en assurer une distribution efficace», précise la même source. Il s'agit de la notification par SMS pour les clients, dont la carte est associée à un numéro de téléphone mobile, alors que pour les clients n'ayant pas associé un numéro de téléphone à leurs cartes, ils peuvent le faire au niveau de tous les guichets automatique bancaires d'AP et du lien internet ECCP accessible de son site web : www.poste.dz. Les clients peuvent aussi suivre l'état de renouvellement de leurs cartes à travers le lien internet : edcarte.poste.dz accessible du site d'AP, ajoute le communiqué, indiquant que le centre d'appel 1530 est également mis à la disposition des clients. AP a fait part, par ailleurs, de l'arrêt définitif de l'utilisation des anciennes cartes CCP par tous les canaux.

Salon Hassi Messaoud Expo 2019
Ooredoo participe au 8^e Salon international des fournisseurs de produits et services pétroliers et gaziers

Pour la 7^e année consécutive, Ooredoo participe à la 8^e édition du Salon international des fournisseurs de produits et services pétroliers et gaziers, qui se tient du 22 au 24 octobre 2019 à Hassi Messaoud, dans la wilaya de Ouargla. Durant ce grand rendez-vous économique, qui réunit plus de 180 partici-

pants, nationaux et étrangers représentant 15 pays, des workshops sont organisés pour débattre des thématiques liées à l'activité pétrolière et gazière en Algérie.

Ooredoo a pris part à ce salon à travers un stand d'exposition où des commerciaux répondent aux questions des

visiteurs professionnels et du grand public en leur proposant les différentes offres et solutions de adaptées à leurs besoins. En participant à cette manifestation, Ooredoo confirme sa volonté de participer activement au développement économique et technologique de l'Algérie.



L'ECHO
D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT
Quotidien National d'Information

www.lechodalgerie-dz.com